



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2781
19 novembre 2021
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

À bas l'Europe forteresse, liberté de circulation et d'installation pour les migrants!

LEONID SCHEGLOV



Antilles
**Colère et
mobilisation**

page 7

Transports
**Les travailleurs
en lutte**

pages 14 et 15

Chômeurs
**Le mépris
de Macron**

page 3

Leur société

- Chômeurs : les mensonges de Macron 3
- Salon du Made in France : ceux qui tricotent 3
- 11-Novembre : ils préparent la prochaine 3
- 20 novembre : manifestations contre les violences faites aux femmes 4
- Présidentielle : la droite dans les poubelles de Zemmour 4
- Attentats de 2015 : Hollande fier de ses guerres 4
- Salaires : des augmentations à imposer 5
- Grande sécurité sociale : petite combine électorale 5
- Banques : ça baigne pour elles 5
- À Calais et Briançon : solidarité avec les migrants 6
- Grande-Synthe : camp démantelé et traque policière 6
- Mayotte : droit du sol et mépris colonial 6
- Martinique : première journée de grève générale 7
- Guadeloupe : la colère monte 7
- Moderna : les vaccins, ça rapporte 10
- Arrêt des coupures d'EDF : pas de quoi se vanter 10
- Saint-Denis : vérité sur la mort de Yanis ! 10
- RSI - Gennevilliers : travailleurs sans papiers en lutte 10
- Cop 26 : la planète aux mains de fous dangereux 16
- Multinationales : record de dividendes battu 16

Notre campagne

- À Roubaix et à Dunkerque : un vote de conscience 16

Dans le monde

- Pologne-Biélorussie : du Mur de Berlin à celui de Varsovie 8
- Malte : des affaires en or 8
- Éthiopie : la guerre des cliques dirigeantes 9
- Maroc-Algérie : des tensions entretenues par les régimes en place 9

Dans les entreprises

- Métallurgie : les travailleurs attaqués 11
- Port de Calais 11
- Nucléaire 11
- Stellantis-PSA - Poissy 12
- Stellantis-PSA - Vesoul 12
- PPG - Bezons 12
- Carrefour Aulnay-sous-Bois 13
- Territoriaux La Roche-sur-Yon 13
- Médiathèque de Flers 13
- Decathlon 13
- Aéroport de Paris-Roissy 14
- TaM - Montpellier 14
- TER - Alsace 14
- Autocars Planche 14
- Transports de Grenoble 14
- SNCF 15
- Nor'Pain 15

À bas l'Europe forteresse, travailleurs unissons-nous !

Ce qui se passe à la frontière de la Pologne et de la Biélorussie est révoltant. Près de 3000 migrants sont massés à cette frontière, errent et dorment dans la forêt, dans l'espoir d'entrer en Pologne sans être refoulés. Exténués par les jours et les nuits passés dans le froid, sans nourriture, une dizaine de personnes sont déjà mortes. Chaque jour qui passe menace de faire de nouvelles victimes.

Les dirigeants européens accusent le dictateur biélorusse d'avoir favorisé l'arrivée de migrants à la frontière pour déstabiliser l'Europe. Et ils s'indignent de ce qu'il aurait « *instrumentalisé et manipulé les migrants* ». C'est vrai, mais que font-ils d'autre, eux, si ce n'est les laisser souffrir et mourir ?

Quand ils neissent pas les migrants mourir aux portes de l'Union européenne, ils s'arrangent pour qu'ils restent enfermés dans les moujros que sont les camps au Liban, en Libye ou en Turquie, ou qu'ils restent prisonniers de leur pays d'origine, comme l'Afghanistan, ravagé par la guerre, où la famine pousse des familles à vendre leurs enfants.

Oui, la palme du cynisme revient aux dirigeants européens, car les candidats à l'immigration ne demandent qu'à arriver par des voies sécurisées et légales pour demander l'asile. Au lieu de cela, ils se retrouvent sous la dépendance de passeurs sans scrupules et traqués comme des criminels.

Et nul besoin d'aller en Pologne pour constater que les dirigeants européens se moquent du sort des migrants, il suffit d'aller à Calais ou à Grande-Synthe où des milliers d'entre eux tentent de rallier l'Angleterre et subissent une traque incessante !

Parmi les millions de Syriens, d'Irakiens et d'Afghans qui sont chassés de chez eux par les guerres, les destructions et la misère, seule une petite fraction tente de rejoindre l'Europe développée. Mais cela suffit aux démagogues xénophobes, comme Zemmour, Le Pen et tant d'autres, pour parler d'« invasion ». Dans cette crise, les migrants sont assimilés à des « *armes projetées contre l'Europe* », mots qui permettent tous les délires, dont celui de les présenter comme de futurs délinquants ou de futurs terroristes !

Mais ces femmes et ces hommes sont ouvriers, secrétaires, techniciens, ingénieurs ou médecins. Et demain, certains parmi eux travailleront dans l'hôtellerie, la restauration, le bâtiment, ils seront routiers, auxiliaires de vie, intérimaires dans l'agroalimentaire ou l'industrie. D'autres aideront à faire tourner les hôpitaux ou les écoles. Parmi leurs enfants, il y a peut-être de futurs footballeurs ou des champions d'échecs, à l'image de cette jeune Syrienne de 14 ans, Leen Yaghi, sans papiers, qui a remporté le championnat de France. À côté de ceux qui deviendront

ainsi très connus, il y aura tous ceux qui travailleront avec nous. Ces femmes et ces hommes sont des nôtres. Il faut qu'ils sachent qu'ils sont bienvenus dans le camp des travailleurs.

Il y a déjà eu trop de morts, trop de naufrages et de drames. Il faut la liberté de circulation et d'installation pour les migrants. Il faut l'ouverture des frontières. Pour les riches étrangers, fussent-ils des requins de la finance, les portes sont grand ouvertes ; pour des travailleurs qui ne demandent qu'à être utiles à la société, elles sont fermées.

Certains parmi les travailleurs sont inquiets parce qu'il y a déjà beaucoup de chômeurs. Mais le chômage, la précarité et les bas salaires ne dépendent pas des migrants. Ils dépendent du rapport de force avec le patronat et des luttes que le monde du travail est capable de mener contre les licenciés et tous ces groupes capitalistes rapaces.

La bourgeoisie et ses politiciens opposent les salariés du privé aux fonctionnaires, les intérimaires aux CDI et les Français aux immigrés, pour dominer et s'enrichir sur le dos de tous. Face à eux, les travailleurs doivent faire bloc pour se défendre.

L'Europe est devenue une forteresse. La crise et les politiques antiouvrières menées par tous les gouvernements, de gauche ou de droite, y ont fait prospérer les partis souverainistes anti-immigrés.

L'extrême droite, championne du repli sur soi, pousse les politiciens dans un sens de plus en plus réactionnaire et même raciste, comme le montre la surenchère des mesures anti-immigrés à laquelle participent les candidats à la présidentielle, de droite et même de gauche.

Si nous n'y prenons garde, la barbarie du monde, la xénophobie et les guerres nous emporteront. Le nationalisme, la méfiance généralisée nous ont déjà rattrapés. Les travailleurs conscients doivent prendre le contrepied de cette évolution délétère.

Le capitalisme brasse les travailleurs du monde entier. Nous pouvons en faire une force à condition d'être conscients d'appartenir à un même camp, le camp des travailleurs, dont l'intérêt est de révolutionner la société de fond en comble.

Nathalie Arthaud



Chômeurs : les mensonges de Macron

Dans son discours du 9 novembre, en bon serviteur du patronat, Macron a entonné le refrain accusant les chômeurs de ne pas vouloir travailler : « *Tous les entrepreneurs me disent peiner à recruter aujourd'hui... Pôle emploi passera en revue les centaines de milliers d'offres d'emploi sans réponse. Les demandeurs d'emploi qui ne démontreront pas leur recherche active verront leurs allocations suspendues.* »

Cette déclaration est truffée de mensonges. D'abord, selon les chiffres du ministère du Travail, les prétendues « centaines de milliers » d'offres d'emploi vacantes sont en réalité 264 000, parmi lesquelles les offres de CDI à temps plein sont au nombre de... 87 515 : une goutte d'eau dans l'océan des millions de travailleurs sans emploi ! Si ces offres ne sont

pas pourvues, la faute en est aux bas salaires et aux mauvaises conditions de travail imposés par les patrons, que Macron se garde bien de dénoncer. Enfin, les contrôles sur les chômeurs et les suspensions d'allocations ne sont pas une nouveauté : ils existent depuis 2015 et servent surtout à faire baisser artificiellement les chiffres du chômage, en radiant des chômeurs au

moindre prétexte. Ainsi, en 2019, Pôle emploi a effectué 400 000 contrôles, dont 15 % ont débouché sur une radiation temporaire, principalement au motif d'une absence à un rendez-vous avec un conseiller. Moins de 1 % des radiations sont dues au refus de deux offres d'emploi dites raisonnables. La seule nouveauté sera donc la multiplication de ces contrôles fixée à 50 000 supplémentaires en six mois, effectués à effectif constant par les 600 agents de Pôle emploi dédiés à cette tâche. Ces derniers subiront une pression accrue pour faire du chiffre, avec les conséquences que l'on peut imaginer.



Le chômage massif est une catastrophe pour le monde du travail. Ses causes sont les licenciements et le sous-effectif entretenu dans les entreprises et les services publics. Les capitalistes et l'État à leur service en sont les seuls responsables. Les politiciens, qui à six mois de l'élection

ressortent la vieille rengaine contre les chômeurs, non seulement protègent les vrais responsables en faisant diversion, mais sèment le poison de la division dans les rangs de la classe ouvrière. Aucun travailleur ne doit être dupe de cette manœuvre grossière.

Julie Lemée

Salon du Made in France : ceux qui tricolorent...

Le salon du Made in France s'est tenu à Paris du 12 au 14 novembre. Le « produire et consommer français » est présenté comme la solution miracle au chômage, aux bas salaires et même désormais au réchauffement climatique.

Derrière le « génie français » censé être incarné par les 800 exposants, la supercherie n'est jamais loin. Les shampoings et savons Dop étaient représentés sans rappeler qu'ils appartiennent à L'Oréal, géant mondial du cosmétique. La plupart destinent leur camelote à des consommateurs qui sont loin d'être payés au smic. Par exemple, le sous-vêtement d'entrée de gamme de la marque Le Slip français est à 40 euros ce qui fait cher la feuille de vigne.

Ce salon du Made in France a été inauguré par deux ministres de Macron



et a reçu la visite du vert Yannick Jadot, de l'insoumis Jean-Luc Mélenchon, de la candidate de droite Valérie Pécresse et de ceux d'extrême droite, déclarés ou non, Dupont-Aignan, Le Pen et Zemmour. L'ex-ministre de Hollande, Arnaud

Montebourg, quasi-père fondateur du salon en 2012, était présent à double titre : pour vendre sa candidature à la présidentielle et le miel de son entreprise baptisée Bleu-blanc-ruche -8,49 euros les 250 grammes de miel de lavande tout de même.

Tous ont promis des subventions, des baisses d'impôts pour les patrons bien français qui respecteront un label bleu-blanc-rouge, chacun dans les nuances qu'impose leur positionnement sur l'échiquier politique. En fait, derrière ce qu'ils appellent le patriotisme économique, les patrons flairent les subventions publiques que les gouvernements, toutes tendances confondues, leur

déversent généreusement ou sont prêts à leur déverser.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette tromperie du « produire et consommer français ». Outre que la production dans le système capitaliste n'a plus de base nationale depuis des générations, même un slip 100 % français est fabriqué avec du coton importé. Le patriotisme économique distillé par la gauche, la droite ou l'extrême droite, au-delà des objectifs électoralistes, sert surtout d'écran de fumée pour dissimuler que les véritables ennemis des travailleurs dans la lutte pour un emploi et un salaire, sont les patrons, français ou pas.

Boris Savin

11-Novembre : ils préparent la prochaine

Cette année, les commémorations du 11-Novembre pour la fin de la Première Guerre mondiale, coïncidaient avec l'inhumation du dernier compagnon de la Libération. Macron, candidat encore virtuel à sa succession, n'a pas manqué de sauter sur l'occasion pour se mettre en scène.

Le discours présidentiel ne visait pas à célébrer, même de manière hypocrite, la paix retrouvée et la fin de la grande boucherie mondiale. Il était entièrement consacré à l'exaltation des « valeurs françaises », qui se résument essentiellement pour des soldats à accepter de « risquer jusqu'à leur vie pour une cause plus grande

qu'eux ». Il faut vraiment être comme Macron un serviteur zélé de la bourgeoisie pour affirmer que les plus de 10 millions de morts de la Première Guerre mondiale et les 50 millions de la Seconde sont morts pour un idéal. Ils ont servi de chair à canon pendant des années, se sont fait massacrer et mutiler sur les champs de bataille pour servir les

intérêts des classes possédantes en lutte pour se partager le monde.

Les cérémonies autour des guerres ont comme objectif de préparer la classe ouvrière à se laisser enchaîner derrière ses exploitateurs. L'exaltation du patriotisme ne sert au bout du compte que les intérêts sonnants et trébuchants du grand capital. Comme ses prédécesseurs, Sarkozy ou Hollande, Macron n'a pas dérogé à la règle. Avec de tels discours, il prépare la prochaine boucherie.

Camille Paglieri

Cercle Léon Trotsky Les banques, un concentré du capitalisme en crise

Vendredi 19 novembre à 20 heures
Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité
Pour accéder à la salle, la Mutualité impose la présentation d'un passe sanitaire.



Le 20 novembre : manifestons contre les violences faites aux femmes !

Samedi 20 novembre, 60 associations féministes et de protection de l'enfance organisent des manifestations dans tout le pays contre les violences sexistes et sexuelles.

Ces manifestations auront lieu à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes le 25 novembre.

Quel que soit le pays, les violences contre celles-ci continuent. En France pour l'année 2021, 99 femmes ont succombé, assassinées par leur conjoint ou ex-conjoint. La parole se libérant, l'attention de la société se portant sur ces questions, de nombreuses femmes témoignent de viols, de harcèlement sexuel dans la rue, au travail.

Depuis quelques mois, dans les milieux du journalisme, du théâtre et du sport, des femmes dénoncent les

mœurs de leurs collègues, de leur hiérarchie et les pressions qui s'exercent sur elles pour qu'elles se taisent, avec chantage sur leur carrière.

Ces difficultés concernent aussi les ouvrières, souvent confrontées aux comportements déplacés de leurs collègues, auxquels il n'est pas toujours facile d'imposer d'autres attitudes. Mais lorsque ce harcèlement émane de chefs, qui ont le pouvoir de nuire ou d'exercer un chantage à l'emploi, le combat est encore plus difficile et inégal. Il conduit des femmes à supporter ces violences, à ne rien dire par honte ou pour conserver leur travail.



Depuis quelques années, au fur et à mesure de la prise de conscience d'une fraction de la population et des femmes elles-mêmes, ces comportements et ces actes sont de moins en moins admis.

L'État est ainsi contraint de prendre quelques mesures mais elles restent dérisoires. Comme le dénoncent les signataires de

l'appel aux manifestations du 20 novembre, le gouvernement n'est pas avare de grands discours mais n'alloue pas les moyens nécessaires pour assurer la protection des femmes, notamment pour financer les hébergements d'urgence.

Les associations ont étendu leur appel à protester aux violences contre les enfants, victimes d'inceste,

de viols, de violences familiales, et aux violences contre les transsexuels. Elles veulent dénoncer tous ces faits générés ou entretenus par une société inégalitaire et oppressive.

Lutte ouvrière se joindra à ces manifestations. À Paris, le cortège partira à 14 heures de la place de la République.

Inès Rabah

Présidentielle : la droite dans les poubelles de Zemmour

Lors de leur second débat, le 14 novembre sur BFM-TV, pour se départager dans la primaire de la droite, les cinq candidats LR ont fait assaut de démagogie anti-immigrés et sécuritaire.

Ainsi, on a pu entendre Valérie Pécresse proclamer que « l'existence même de l'Europe est en jeu » à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Fragile Europe de 450 millions d'habitants qui serait menacée dans ses fondements par quelques milliers de réfugiés fuyant la misère et les guerres du Moyen-Orient... Pour ne pas être en reste, Xavier Bertrand a parlé de réduire

d'un tiers l'immigration de travail et de moitié celle des étudiants, faisant de ces bras et de ces cerveaux un problème et non pas une richesse. Michel Barnier s'est voulu plus dur, évoquant un arrêt de l'immigration légale dans le cadre d'un moratoire. Quant à Éric Ciotti, tel un roquet qui aboie le plus fort possible pour compenser son infériorité, ce qui le gêne ce sont

les bébés qui ne seront pas expulsables plus tard parce que nés en France : il veut en finir avec le droit du sol.

Ces débats à droite pourraient très facilement intégrer Le Pen et Zemmour, on n'y verrait guère de différence. Mais ces réactionnaires avoués ne sont pas les seuls à se pousser toujours plus à droite. Récemment, c'est Arnaud Montebourg qui a voulu s'en prendre aux travailleurs aidant financièrement leur famille restée au pays. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il est vrai qu'il a eu de

la compassion pour les migrants qui grelottent dans les forêts d'Europe orientale : il veut bien les mettre à l'abri, mais à condition que ce soit en Biélorussie, le plus loin possible de la France, en quoi il ne se distingue pas de la droite et du gouvernement.

Dans ce concours, on ne sait pas à qui décerner la palme de la démagogie et de la bêtise. Pour les cinq concurrents LR, l'inquiétante question du réchauffement climatique mondial n'existe pas, pas plus que la résurgence de la pandémie,

et encore moins les problèmes quotidiens des familles populaires confrontées à la hausse des prix. Non, c'est en crachant sur la fraction la plus exploitée de la classe laborieuse, celle qui est privée de nombreux droits et accusée de tous les maux, les immigrés, qu'ils espèrent gagner des voix.

Tristes personnages qui prétendent mener un débat politique mais font penser, comme dans un proverbe napolitain, à ces « coqs perchés sur un tas d'ordures ».

Lucien Déroit

Attentats de 2015 : Hollande fier de ses guerres

Au quarante-deuxième jour du procès des attentats du 13 novembre 2015, François Hollande, qui était alors président de la République, a été entendu comme témoin et a, sans surprise, a défendu son action au sommet de l'État.

En se faisant exploser au Stade de France ou en mitraillant de façon aveugle des lieux de convivialité des quartiers populaires de Paris, les terroristes et les planificateurs des attentats ont cherché à massacrer le plus de monde possible. Ce mépris pour la vie de civils sans défense à Paris était le pendant de la violence et de la barbarie imposées par l'État islamique aux populations qu'il avait subjuguées

entre la Syrie et l'Irak depuis la proclamation du « califat » en juin 2014.

L'État islamique est le produit des interventions impérialistes au Moyen-Orient. Une partie de ses cadres militaires étaient d'anciens officiers irakiens convertis opportunément à l'islamisme radical après la défaite de Saddam Hussein face à la coalition conduite par les États-Unis en 2003 et à la destruction de l'armée

irakienne. Quand Hollande déclare à la barre du tribunal que les terroristes de l'EI se sont attaqués à « notre mode de vie », comment ne pas penser au mode de vie des populations du Moyen-Orient bombardées par les grandes puissances occidentales de l'Afghanistan à l'Irak, en passant par la Syrie à partir de 2014.

Certes, en 2003, la France s'était tenue à l'écart de l'intervention américaine en Irak. Mais l'impérialisme français a pris sa part du chaos afghan en y maintenant des troupes de 2001 à 2014. Le palmarès guerrier de Hollande durant sa présidence est suffisamment

éloquent pour que *Le Figaro* l'honore de la distinction du président le plus belliqueux de la 5^e République, rappelant qu'il avait été l'initiateur d'interventions militaires en Centrafrique, au Mali, en Syrie. Et cela a toujours été, sauf en Centrafrique, bien sûr au nom de la guerre contre le terrorisme islamique.

Zemmour a provoqué une polémique sur le thème : « Hollande a-t-il échoué à protéger la population française ? » Tout est mensonger dans ses propos, à commencer par l'idée que le rôle de l'État consisterait à protéger la population voire « les Français ». En réalité, l'État

français défend les armes à la main les intérêts de ses capitalistes, en usant de la violence directe ou par l'intermédiaire de supplétifs ou de régimes tout aussi infects que celui imposé par l'État islamique. Les populations font les frais de cette guerre, y compris parfois dans des attentats à Paris.

Le terrorisme islamiste, même quand son bras armé vient de quartiers populaires de Belgique ou de France, ne peut pas se comprendre ni se juger sans mettre la barbarie impérialiste elle-même au banc des accusés.

Boris Savin

Salaires : des augmentations à imposer

Selon Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, et alors que vont commencer les négociations annuelles obligatoires (NAO) entre les patrons et les syndicats, « beaucoup d'entreprises augmenteront les salaires en 2022 ».

Est-ce une invitation à demander aux dirigeants du secteur privé d'augmenter les salaires, voire à l'État d'intervenir pour les obliger à compenser les pertes occasionnées à la fois à cause des prix qui s'emballent et de la perte de ressources causée par le confinement? Certainement pas, le patron des patrons reste le défenseur de la « libre entreprise ». Tout au plus constate-t-il que, face à la pénurie de main-d'œuvre dans la restauration et le bâtiment, les dirigeants d'entreprise de ces secteurs seront bien forcés de donner un coup de pouce aux salaires particulièrement bas s'ils veulent pouvoir recruter. De même, tous ceux qui étaient en chômage

partiel, avec un salaire lui aussi partiel, gagnent forcément plus en étant revenus à temps complet.

Roux de Bézieux parie aussi sur les primes, à commencer par la prime Macron défiscalisée, à laquelle s'ajoutent celles « qui seront versées dans beaucoup d'entreprises ». Ainsi, celles d'intéressement et de participation, affirme-t-il, vont augmenter à cause des « très bons résultats 2021 » de ces entreprises. Comme si l'accroissement des profits patronaux entraînait automatiquement une hausse de salaire pour les travailleurs! Au contraire, c'est parce qu'ils tondent leurs salariés que les grands patrons s'enrichissent, ils ne vont pas

spontanément rendre d'une main ce qu'ils leur ont volé de l'autre.

Derrière ce tableau mirifique de l'économie de marché, les travailleurs de nombre d'entreprises, privées ou publiques, constatent, eux, une chute de leurs ressources salariales à chaque fin de mois, due à un blocage de leur salaire venant après les pertes dues au confinement, ou conjuguée à une diminution importante des primes. Cette baisse du revenu mensuel peut aller jusqu'à plusieurs centaines d'euros, pendant que les énergies, l'alimentation, le textile et dernièrement le blé, entre autres produits de consommation courante, continuent leur course inflationniste.

Les contes mensongers de Roux de Bézieux ne peuvent masquer qu'en réalité les classes laborieuses ne cessent de s'appauvrir. Alors, attendre une hausse



de ressources d'une hypothétique reprise économique peut tromper ceux qui n'ont aucun souci d'argent, mais pas les travailleurs pour qui la fin du mois arrive de plus en plus tôt. Quel que soit leur secteur d'activité, ceux-ci doivent se retrouver

autour de la revendication commune d'une hausse de salaires conséquente, d'au moins plusieurs centaines d'euros par mois, garantie par une échelle mobile qui tienne réellement compte des hausses de prix.

Marianne Lamiral

Grande sécurité sociale : petite combine électorale

Le ministre de la Santé plaide pour ce qu'il appelle une grande sécurité sociale, c'est-à-dire la fin des mutuelles et complémentaires santé par leur intégration dans le système général.

Aujourd'hui, 80% des dépenses de santé sont remboursées par la Sécurité sociale, 13% par les mutuelles, soit 30 milliards d'euros, et 7% restent à la charge des malades eux-mêmes. La Sécurité sociale remboursant

fort mal les soins dentaires, les lunettes et les prothèses auditives, l'adhésion à une mutuelle qui les rembourse est une nécessité. Mais c'est une nécessité coûteuse, surtout pour les retraités dont les mutuelles augmentent

les cotisations quasiment chaque année. Aujourd'hui, 5% des assurés sociaux n'ont pas de quoi cotiser à une mutuelle et donc guère de quoi aller chez le dentiste ou faire changer leurs verres de lunettes. Une partie des travailleurs aussi sont sans statut et donc sans assurance, sans couverture sociale et sans retraite. On ne connaît évidemment pas leur nombre, mais on peut les rencontrer sur bien des chantiers, dans des cuisines, des ateliers clandestins...

Pour l'instant, la Sécurité sociale continue de prendre en charge à 100% les affections de longue durée, les maladies graves et les opérations coûteuses. Mais la liste des médicaments déremboursés s'allonge et on trouve de plus en plus de malades sans soins, faute de moyens financiers. La question de la prise en charge des soins médicaux est

donc réelle, elle est même cruciale pour les retraités modestes.

Ce gouvernement qui étrangle la santé publique et puise dans les caisses de la Sécurité sociale prétend aujourd'hui vouloir une « grande sécu » remboursant tout le monde à 100% et accuse les mutuelles de mauvaise gestion. Les gestionnaires de ces dernières se défendent et chacun y va de son argument et de son calcul. Qu'il y ait ou non une réforme, Vèran et surtout Macron se seront présentés pendant quelques mois comme des défenseurs des petits contre les abus des mutuelles. C'est tout ce qui compte en période électorale.

La Sécurité sociale et le système des mutuelles consistent à faire assumer à l'ensemble des travailleurs les frais de santé des familles, des malades, des

accidentés et des retraités. Ce système, qu'il soit conçu et géré par les travailleurs eux-mêmes comme au début du mouvement ouvrier, par des syndicats plus ou moins institutionnalisés ou par l'État de la bourgeoisie ne peut être qu'un palliatif. Il ne protège vraiment que la fraction supérieure de la classe ouvrière, aux époques de prospérité économique. Il tombe en queue lorsque le salaire réel s'effondre, que le chômage augmente et que la précarité devient la règle.

Ni les promesses de Macron, ni les assurances des mutuelles, ni les plans mirobolants des directions syndicales n'arrêteront la dégradation du remboursement des dépenses de santé. Pour l'empêcher les travailleurs auront à imposer au patronat un tout autre rapport de force.

Paul Galois



Banques : ça baigne pour elles

L'argent coule à flots pour les actionnaires des banques. L'indice Euro Stoxx Banks qui regroupe les actions des 22 plus grandes banques européennes, dont quatre françaises, avait baissé d'environ 25% en 2020. Mais en 2021 il est déjà en hausse de 44% pour les trois premiers trimestres.

Pour ne citer que la Société générale, son action a augmenté de 74% depuis le début 2021 et elle annonce 1,6 milliard de bénéfices sur le troisième trimestre 2021. Les actionnaires sont d'autant plus aux anges que, depuis le 30 septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a levé toutes les mesures qui

limitaient les versements de dividendes aux actionnaires et qui avaient été adoptées en principe pour qu'elles gardent suffisamment de fonds pour faire face à la crise. Au total, d'ici la fin de 2022, près de 140 milliards d'euros pourraient être redistribués en cash aux actionnaires des banques européennes.

Pendant ce temps, toutes ces banques ont continué à s'en prendre aux travailleurs du secteur. En France, près de 3 700 agences ont fermé depuis dix ans. La Société générale et le Crédit du Nord, lors de l'annonce de leur fusion en mars 2021, se félicitaient de la fermeture d'ici 2025 de 600 agences supplémentaires

et le LCL annonçait 250 fermetures d'ici 2023.

Des bénéficiaires qui exploitent pour les actionnaires, des emplois sacrifiés et des conditions de travail dégradées pour les salariés du secteur bancaire, il y a là tout un symbole de ce concentré du capitalisme en crise que sont les banques.

Cédric Duval

À Calais et Briançon : solidarité avec les migrants

Samedi 13 novembre, deux manifestations avaient lieu, l'une à Briançon, l'autre à Calais. Elles ont rassemblé plusieurs centaines de participants dans chaque ville, pour soutenir les migrants et dénoncer les mauvais traitements que les autorités leur font subir.

À Briançon, une association a été obligée le 24 octobre de fermer un centre d'accueil débordé par un afflux de migrants, ce qui posait des problèmes de sécurité. Les associations ont fait appel à la préfecture pour loger les migrants. En attendant, ceux-ci ont d'abord occupé la gare de Briançon, avant d'être accueillis temporairement dans une église, ainsi que par un réseau de particuliers solidaires qui accueillent en priorité les familles.

Médecins sans frontières a aussi déployé une tente pouvant accueillir une cinquantaine de personnes. Ce matériel n'avait jamais servi que pour des catastrophes naturelles, dans des situations d'urgence, à Haïti ou aux Philippines par exemple. Les médecins de l'association sont choqués de devoir s'en servir en France, dans un pays riche qui aurait largement les moyens d'accueillir quelques centaines de migrants beaucoup plus décemment. Alors qu'il commence à faire froid, le passage des Alpes est de plus en plus dangereux, et beaucoup de migrants arrivent en hypothermie, avec des entorses, ou des maladies liées au froid. La préfète des Hautes-Alpes, qui n'a rien mis en place pour leur accueil, a déclaré en revanche

que « des moyens supplémentaires ont été concentrés à la frontière afin d'entraver les passages illégaux. »

À Calais, les banderoles proclamaient : « *Aucun humain n'est illégal* », « *Les frontières tuent* », « *Migrants, exilés, régularisez!* » Les manifestants dénonçaient les évacuations systématiques, toutes les 24 ou 48 heures, au cours desquelles les policiers détruisent à chaque fois les tentes et les effets personnels des migrants. Les manifestants soutenaient aussi les militants associatifs qui, depuis



Manifestation à Calais, le 13 novembre.

le 11 octobre, ont entamé une grève de la faim, pour dénoncer cette situation. Le médiateur envoyé par le gouvernement, Didier Leschi, directeur de l'Office français pour l'immigration et l'intégration, a promis de laisser aux migrants le temps de récupérer leurs affaires avant de les évacuer. Mais d'après les militants, rien n'a changé dans

la réalité. Les autorités ont fini par accepter d'ouvrir un centre d'accueil temporaire pour la nuit, le temps que les migrants soient transférés dans une autre ville loin de la côte. Mais la plupart de ceux qui sont à Calais veulent partir pour l'Angleterre, et pas rester en France. Depuis le début de l'année, 20 000 personnes ont tenté la traversée de la

Manche sur des embarcations de fortune, au péril de leur vie, alors qu'elles n'étaient que 600 en 2018.

D'un bout à l'autre du pays, les manifestants avaient toutes les raisons de dénoncer la violence de la répression contre les migrants, et le repli derrière des frontières d'un autre âge.

Hélène Comte

Grande-Synthe : camp démantelé et traque policière

Mardi 16 novembre, le ministre de l'Intérieur Darmanin a fait procéder au démantèlement du camp de Grande-Synthe, dans le Nord, à grand renfort de dizaines de cars de CRS et de gendarmes.

Six cents migrants environ auraient accepté ce que le gouvernement appelle, sans honte, une « mise à l'abri », et qui n'est qu'un nouvel enfermement.

Le camp de Grande-Synthe, passé en quelques semaines de quelques centaines à près de 1 500 personnes, chassées de refuge en refuge par la police, était évidemment devenu un cloaque invivable. Les expulsés, dont des familles avec enfants, vont se retrouver dans des centres

d'hébergement, situés parfois dans la même région, mais souvent loin de la côte, et donc de l'Angleterre qu'ils veulent rejoindre. Pour combien de temps et avec quel avenir sinon une nouvelle expulsion, faute d'obtenir un statut de réfugiés auquel ils devraient tous avoir droit ?

La veille du démantèlement, des centaines de migrants avaient fui pour recréer ailleurs des campements provisoires, que la police viendra régulièrement

détruire mais qui leur permettront d'attendre, au plus près des ports, une occasion de traverser la Manche.

Cet acharnement contre les immigrés est dénoncé par les associations humanitaires et même par le rapport tout récent d'une commission d'enquête parlementaire. Son président, pourtant un député ex-LREM, y dénonce la « gestion policière » de l'immigration, l'inutilité de ces démantèlements et conclut que « la France est dans une maltraitance d'État » envers ceux qui fuient leur pays.

Ce rapport alimentera peut-être les discours des

parlementaires mais ne changera pas la politique gouvernementale ni la propagande des politiciens qui misent sur le racisme ou la peur des étrangers.

Heureusement, les migrants peuvent compter sur des réseaux d'entraide, des associations et de simples particuliers prêts à leur fournir vêtements, nourriture et même hébergement, malgré les risques qu'ils encourrent. Autant de femmes et d'hommes capables de faire preuve d'humanité face à l'attitude crasseuse des dirigeants du pays.

Sylvie Maréchal

Mayotte : droit du sol et mépris colonial

En tournée électorale à Mayotte, Michel Barnier, prêt à toutes les surenchères avec les autres candidats LR sur le terrain de la lutte contre l'immigration, a proposé de supprimer le droit du sol dans ce département français.

Barnier n'est pas le premier à vouloir priver de la nationalité française, avec les droits et possibilités de déplacements qu'elle peut leur conférer, les jeunes nés à Mayotte de parents étrangers. Depuis vingt ans, cette proposition revient régulièrement sous prétexte d'endiguer l'arrivée de migrants venus des autres îles de l'archipel des Comores, ex-colonie française indépendante depuis

1974 et encore plus pauvre que Mayotte.

Cette entorse au droit du sol est partiellement mise en œuvre, depuis 2018, à la demande du sénateur macroniste de Mayotte. En effet, en plus d'avoir vécu au moins cinq ans sur le territoire entre 11 et 18 ans, condition imposée aussi en métropole, un jeune né sur l'île ne peut acquérir la nationalité française à sa majorité qu'à la condition

que l'un de ses parents y ait vécu plus de trois mois continus en situation régulière avant sa naissance. Darmanin a déjà promis, fin août, de porter cette durée à un an, ce qui n'empêchera pas les Comoriens de tenter de venir à Mayotte mais rendra leur vie et celle de leurs enfants encore plus dures.

Barnier ou Darmanin prétendent répondre à l'inquiétude des 400 000 habitants de Mayotte confrontés à la pauvreté, au chômage, au sous-équipement dans tous les domaines et à la pénurie de logements en s'en prenant aux étrangers,

avec ou sans papiers, qui représentent la moitié de la population. C'est d'autant plus cynique que l'État français est directement responsable de ce sous-développement. Pour pouvoir déployer ses navires de guerre, jouer aux grandes puissances ou exploiter les ressources naturelles sur ses eaux territoriales dans les océans Indien et Pacifique, l'impérialisme français tient à sa souveraineté sur Mayotte, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie et tous les territoires de Polynésie. Mais les dirigeants français, comme au bon vieux temps des colonies,

profitent de ces îles tout en refusant d'investir dans des écoles, des centres de santé, des réseaux d'eau potable, des logements dignes. Même les prestations sociales sont inférieures à Mayotte par rapport à la métropole.

Les gouvernants français méprisent les populations pauvres des territoires d'outre-mer encore plus que les travailleurs de la métropole car elles vivent loin de leurs ministères, de leurs sièges sociaux et plus encore des ghettos de riches. Cela n'empêchera pas les révoltes!

Xavier Lachau

Martinique : première journée de grève générale

Plusieurs centaines de salariés ont répondu à l'appel à la grève générale lancé par deux centrales syndicales de Martinique, la CGTM et la CDMT, lundi 15 novembre, contre l'obligation vaccinale, le passe sanitaire et les sanctions visant les non-vaccinés.

Dimanche 14 novembre, les ministres des Outremer et de la Santé ont fait savoir qu'ils reportaient la date limite de la vaccination complète des soignants en Martinique au 31 décembre, date de la fin de l'état d'urgence sanitaire dans le territoire. Quant aux suspensions de contrats déjà mises en œuvre par certains employeurs zélés, elles sont annulées à compter du lundi 15 novembre. C'est un premier recul du gouvernement. Mais pour les soignants et ceux qui ne veulent pas être vaccinés, et plus généralement pour tous ceux qui, vaccinés ou non-vaccinés, refusent d'être mis au pas, ce recul est insuffisant.

Le gouvernement pré-

tend appliquer les préconisations de sa délégation de médiateurs. Or, ces derniers sont restés quinze jours en Martinique sans jamais rencontrer les membres de l'intersyndicale. La réalité est que ce premier recul est le résultat des mobilisations et de la détermination des salariés : ceux des hôpitaux, des Ehpad, des aides à domicile, des employés de pharmacie, des pompiers, des infirmiers libéraux et de tous ceux qui, avec l'intersyndicale de la santé, ont soutenu leurs actions.

Le 15 novembre, des délégations de travailleurs, employés territoriaux, employés de pharmacie et autres, se sont donc retrouvées aux alentours de la Pointe-des-Grives et du



Les grévistes devant l'ARS, le 15 novembre.

port à Fort-de-France pour s'adresser aux dockers. D'autres ont fait le siège de l'Agence régionale de santé (ARS) située non loin. À ces manifestations se sont ajoutées celles des pompiers et de l'intersyndicale de la santé qui avaient aussi appelé à plusieurs opérations Molokoy (escargot) et à un rassemblement devant l'ARS. Lors de cette grève, au refus de l'autoritarisme du gouvernement se sont ajoutées des revendications telles que l'augmentation

des salaires pour faire face aux hausses de prix incessantes.

D'ores et déjà, les travailleurs et leurs syndicats, l'intersyndicale de la santé, les principales centrales syndicales de salariés et de nombreux syndicats professionnels tels que ceux des taxis collectifs, des artisans, ou encore des pêcheurs, ont décidé de déposer un nouveau préavis de grève générale à partir du 22 novembre. Ils sont décidés à organiser une riposte

contre les effets néfastes de la loi sanitaire du 5 août.

Alors, si les mobilisations s'amplifient, si les salariés des autres secteurs, tous concernés aussi, rejoignent les travailleurs de la santé comme l'ont fait les employés territoriaux le 15 novembre, dans la lutte et par la grève, il est possible de transformer le recul du gouvernement en retrait définitif de ces mesures de mise au pas des travailleurs.

Marianne Tibus

Guadeloupe : la colère monte

Lundi 15 novembre, des barrages routiers ont été organisés en de nombreux points de la Guadeloupe. C'est en effet à cette date que les décisions de suspension de travailleurs de la santé refusant de se vacciner deviennent effectives. Plusieurs centaines sont concernés.

Ces actions avaient été annoncées par le regroupement des syndicats et organisations politiques lors d'une conférence de presse vendredi 12 novembre. Ce que la presse locale appelle LKP est en fait le regroupement de près d'une trentaine d'organisations syndicales et politiques, dont l'UGTG, FO, la CGTG, FSU, Combat ouvrier. Elles manifestent depuis la mi-juillet contre la loi du 5 août sur l'obligation vaccinale assortie de sanctions graves contre les travailleurs. Une partie des pompiers, eux aussi soumis à la loi du 5 août se sont joints depuis le début à la mobilisation. Ces organisations avaient appelé à la grève générale reconductible à partir du 15 novembre.

Samedi 13 novembre, ils étaient 2000 à manifester et à bloquer les ronds-points de Perrin aux Abymes et le dernier rond-point avant l'accès à l'aéroport Pôle Caraïbes.

Une partie des travail-

leurs de la santé est en grève, dans une vingtaine d'hôpitaux et d'établissements. Les piquets de grève les plus importants sont ceux du CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes et de l'hôpital de Basse-Terre.

Dans l'hôtellerie, une centaine de travailleurs salariés des hôtels les plus importants de l'île ont élu un comité de lutte et sont prêts à entrer en grève si on leur impose le schéma

vaccinal pour travailler. Ils se déclarent solidaires de ceux de la santé en lutte. Ils réclament aussi des augmentations de salaire face à la hausse des prix. Les travailleurs d'Arcelormittal sont en grève depuis plus de deux mois contre un patron méprisant qu'ils ne supportent plus. Les pompistes de quelques stations-service ont fait grève le 15 novembre. Ils réclament le respect de leur convention collective en plus de l'arrêt des sanctions contre les travailleurs de la santé.

Les syndicats d'enseignants, en particulier la FSU, ont appelé à la grève à compter du mardi

16 novembre et à un rassemblement devant le rectorat. Ils protestent contre les menaces de suspension visant certaines catégories de travailleurs : psychologues, et infirmiers et assistants scolaires.

Pour l'instant, la grève n'a touché que ces secteurs-là. Ce qui a été plus spectaculaire, ce sont les barrages routiers élevés par les différents syndicats et les échauffourées entre travailleurs et policiers sur les barrages. À Morne-à-l'Eau, sur leur piquet de grève et barrage, les pompiers ont braqué leur lance à incendie sur les forces de police lorsque ces dernières sont intervenues. Aux abords du piquet de grève de la clinique Espérance aux Abymes, la police est intervenue brutalement. Le délégué syndical CGTG de la clinique et un militant de l'UGTG ont été interpellés violemment et menottés, puis ils ont été emmenés dans les locaux de la police en fin de matinée. Aussitôt, plusieurs centaines de travailleurs grévistes et militants se sont rassemblés devant le commissariat de Pointe-à-Pitre-Abymes. Les deux militants, sortis des locaux vers 17 heures, devront comparaître en avril

pour rébellion.

Mardi 16 novembre, très tôt le matin, de nouveaux barrages ont été érigés, en divers lieux, notamment à Gosier devant le casino sur « la route des hôtels. » Au rond-point de Perrin aux Abymes, les pompiers ont élevé de nouveau leur barrage. D'autres barrages ont été élevés en d'autres lieux de l'île, notamment à Pointe-Noire au lieu-dit Mahault. Les différents dirigeants syndicaux ont multiplié les appels à la grève générale et aux barrages contre les sanctions consécutives à la loi du 5 août, et aussi contre la hausse vertigineuse des prix de consommation courante et de l'essence. Certains d'entre eux réclament des augmentations des salaires, des pensions et des minima sociaux. D'autres appellent à bloquer toute l'île et en appellent à l'ensemble des travailleurs et de la population.

En menaçant de priver d'emploi et de salaires les travailleurs qui refusent de se faire vacciner, Macron et son gouvernement, commis des capitalistes, se sont comportés en incendiaires, provoquant la colère justifiée de milliers de travailleurs, vaccinés ou non.

Pierre Jean-Christophe



Devant le commissariat de Pointe-à-Pitre Abymes pour exiger la libération des deux militants interpellés sur le barrage de la clinique de l'Espérance.

Pologne-Biélorussie : du Mur de Berlin à celui de Varsovie

Sous prétexte que le pays serait menacé par quelques milliers de migrants qui tentent d'entrer depuis la Biélorussie, le gouvernement polonais a annoncé qu'il allait lancer la construction d'un mur de 180 km sur sa frontière.

Trois décennies après la disparition du Mur de Berlin, symbole de la guerre froide et de la partition de l'Europe, le régime de Varsovie, qui fait rimer « chute du Mur » avec retour de la démocratie en Europe centrale, verrouille donc sa frontière. Avant même de sortir de terre, ce mur a déjà fait ses premières dizaines de morts et des milliers d'autres victimes : ces réfugiés, surtout kurdes, coincés entre les militaires polonais et biélorusses, qui doivent vivre sans abri ni chauffage par des températures proches de zéro.

Le régime de Varsovie se trouve là en bonne compagnie, si l'on ose dire. D'abord parce qu'il a fait tirer sur des réfugiés, comme son sinistre homologue de Minsk. Ensuite parce que toute l'Union européenne (UE), dont la Pologne fait partie, est devenue une citadelle hérissée de barbelés et ceinte de murs. Cela va des enclaves espagnoles du Maroc jusqu'aux murs séparant la Grèce de la Turquie, la Hongrie de la Serbie, et à la Méditerranée dont les États de l'UE ont fait un cimetière

pour migrants. Et au nord de la Pologne, il y a déjà, depuis cet été, le mur que la Lituanie a entrepris d'édifier sur 150 km de frontière avec la Biélorussie.

Ces jours-ci, de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU à celle des 27, les grandes puissances ont eu beau jeu de fustiger « l'instrumentalisation des migrants » par le régime biélorusse. Son chef, le président Loukachenko, qui vient de mater sa propre population car elle osait contester sa réélection obtenue par la fraude, se moque bien sûr du sort des migrants. Il se sert d'eux pour obtenir que l'Europe allège les sanctions qu'elle a prises contre son régime.

Après qu'il avait menacé de fermer un gazoduc desservant l'ouest de l'Europe, des commentateurs ont voulu voir un recul de la part de Loukachenko, suite au sommet des 27, quand il a affirmé ne pas chercher à faire entrer des migrants dans l'UE. Il voudrait, dit-il, les renvoyer chez eux et discuter les modalités de ce renvoi avec l'UE.

En réalité, derrière

l'agitation de Loukachenko sur la scène internationale – ce que l'UE appelle son chantage, comme elle dénonçait en 2015 celui du président turc Erdogan à l'afflux de migrants – il y a les tractations dans l'ombre, celles où s'activent les chancelleries et les diplomates.

À l'époque, la Turquie avait fini par ne plus laisser de réfugiés arriver en Grèce, l'UE ayant payé Erdogan pour qu'il les retienne. Et depuis, les États dits démocratiques font silence sur les conditions dans lesquelles le régime turc les traite.

Dans son bras-de-fer, avec en enjeu la peau des migrants, Loukachenko semble viser un tel arrangement : que l'UE cesse de le montrer du doigt, qu'elle recommence à lui accorder crédits et subventions, en échange d'un strict contrôle frontalier avec, à la clé, l'ouverture de camps en Biélorussie.

Après tout, l'UE a déjà conclu de tels accords pour bloquer les réfugiés hors de ses frontières : avec les dirigeants ukrainiens après la seconde guerre du Golfe, puis avec certains pays des Balkans en 2015. Et il en a encore été question cet automne, lors du sommet entre l'Union et les Balkans occidentaux.

La crise entre la Pologne et

la Biélorussie va contribuer à balkaniser encore un peu plus l'Europe, en renforçant les frontières de l'UE. Sur un plan économique et humain, ces murs seront une catastrophe, tant pour la Pologne et la Lituanie que pour leurs voisins à l'est, alors que des milliers de liens les unissent depuis des siècles. Ils ne parviendront pas, l'histoire de l'humanité en témoigne, à empêcher les déplacements de populations, mais ils les rendront plus périlleux, plus

meurtriers.

Les dirigeants des pays en cause et ceux des grandes puissances qui les soutiennent le savent. Tous, et pas seulement le gouvernement nationaliste polonais, jouent sur la peur des migrants pour tenter de conforter leur pouvoir. Ils n'hésitent pas pour cela à intoxiquer leur population d'un fatras d'idées réactionnaires poussées sur le fumier de la crise capitaliste.

Pierre Laffitte

L'Europe après la chute du mur de Berlin



Malte : des affaires en or

Si l'Union européenne s'organise afin de refouler tous les pauvres qui fuient la misère et le chaos des pays dits du tiers-monde, dont les grandes puissances sont responsables pour l'essentiel, en revanche, elle accueille volontiers les très riches, d'où qu'ils viennent et quelle que soit la couleur de leur peau.

Il suffit pour cela à ces nantis de posséder un solide compte en banque, et le sésame pour l'Eldorado européen leur est acquis tout à fait officiellement.

Malte, par exemple (mais c'est également une opportunité offerte par Chypre, le

Portugal et même l'Espagne), délivre un « gold passport », un passeport en or, à tous ceux qui, quelle que soit leur origine, sont en mesure d'investir un million d'euros minimum dans l'économie maltaise, via un programme d'investissement patronné

par l'État maltais, en association avec la société financière Henley and Partners.

Dès lors, les « investisseurs » acquièrent la citoyenneté maltaise, deviennent membres de l'Union européenne et peuvent ainsi voyager à leur guise à travers l'Europe et le monde, soit quelque 180 pays, comme le souligne le gouvernement maltais qui délivre le précieux sésame en or.

Et si l'on observe ce qui se passe sur l'île de Malte, les affaires vont en effet bon train en ce qui concerne l'immobilier : une véritable frénésie de construction d'immeubles de luxe s'est développée sur ses rivages à des prix pouvant atteindre 3 millions d'euros et qui sont rarement sous le million. Quant à ceux qui les construisent, ils n'ont pas le passeport en or et, pour une grande partie d'entre eux, probablement ni visa ni passeport. Originaires le plus souvent du Maghreb ou d'Afrique, beaucoup sont en « situation

irrégulière tolérée », ce qui permet au patronat local de les surexploiter.

Le gouvernement maltais se targue d'une croissance de son produit intérieur brut parmi les plus élevées de l'UE, due notamment à l'afflux d'investisseurs du monde entier. Les affaires sont en effet prospères... et la corruption se porte à merveille. La journaliste d'investigation, Daphne Caruana Galizia a d'ailleurs été assassinée en 2017 pour l'avoir dénoncée. L'affaire ayant éclaboussé les plus hauts sommets des milieux d'affaires et des dirigeants politiques dont il est bien difficile de distinguer la répartition des rôles, un nouveau Premier ministre issu du même Parti travailliste que son prédécesseur, Robert Abela, a été nommé en 2020. Il s'est aussitôt empressé de promettre « la continuité ». Tout un programme !

L'Union européenne soustraite ainsi à quelques-uns de ses États l'entrée des plus riches habitants de la planète



La tombe de la journaliste Daphne Caruana Galizia, assassinée en 2017.

au sein de son espace économique, afin que chaque bourgeoisie puisse profiter de l'aubaine d'une clientèle fortunée. À propos de ces « gold passports », depuis des années, de temps à autre et dans la plus parfaite hypocrisie, les principaux dirigeants de l'UE froncent les sourcils afin de sauvegarder les apparences. Les bonnes affaires n'en continuent pas moins !

Correspondant

MALTA: AN INVESTMENT LOCATION FOR THE FUTURE

Considered one of Europe's best-kept secrets, many are still amazed to discover the plethora of benefits associated with investing and living in Malta.

Situated just off the European coast beneath Sicily, the small island of Malta has established itself as a leading financial centre, offering foreign investors stability, security, and innovation. The Mediterranean island has experienced above-average economic growth in recent years, as investors and travellers alike tap into the island nation's enormous potential. During the first half of

CITIZENSHIP-BY-INVESTMENT GOLD STANDARD
Developed by the Government of Malta in partnership with Henley & Partners, the Malta Individual Investor Program (MIIP) is considered one of the most successful and credible citizenship programs in the world. The minimum capital contribution for a single applicant is approximately EUR 1 million, which consists

Prospectus vantant l'investissement à Malte.

Éthiopie : la guerre des cliques dirigeantes

Un an après le début de la guerre déclenchée par le président éthiopien Abiy Ahmed pour s'opposer à la sécession de l'État régional du Tigré, le conflit embrase aujourd'hui les régions voisines avec des conséquences dramatiques pour la population.

Contrairement à ce que proclamait alors Abiy Ahmed, la guerre n'a pas pris fin avec le bombardement et la prise de la capitale régionale tigréenne Mekele en novembre 2020. Le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) a continué le combat et repris la ville en juin dernier. L'armée d'Abiy Ahmed a alors mis en place un blocus autour du Tigré pour tenter de réduire la résistance en empêchant toute entrée de vivres et de médicaments dans la région. Mais les troupes du TPLF ont réussi à briser ce barrage et ont pénétré dans d'autres régions.

Cette année de guerre a été un enfer. La famine a touché plusieurs centaines de milliers de personnes, privées même de l'aide humanitaire internationale. Les armées des deux camps ont multiplié les exactions et des viols ont accompagné la prise des grandes villes ou

des villages. Dans cette triste besogne l'armée de l'Érythrée voisine est venue prêter main-forte à celle d'Abiy Ahmed. Mekele et d'autres villes importantes sont régulièrement bombardées par l'aviation éthiopienne.

Des réfugiés venus des régions en guerre ont afflué dans la capitale Addis-Abeba. La misère est partout visible dans les rues, alors que la population a déjà été lourdement éprouvée par la hausse considérable des prix intervenue ces derniers mois. La police rafle les jeunes qui traînent et qui n'ont pas de carte d'identité sur eux, qui sont principalement des réfugiés. Parfois très jeunes, ils sont envoyés combattre le TPLF et utilisés comme chair à canon par l'armée éthiopienne.

Dans la capitale Addis-Abeba tous les biens des Tigréens ont été confisqués. Abiy Ahmed tente de

susciter l'union nationale autour de sa personne en s'appuyant sur le mauvais souvenir laissé par les dirigeants tigréens lorsqu'ils étaient au pouvoir avant lui. Ils monopolisaient alors les fonctions publiques et les places lucratives dans l'économie, et la plupart des habitants de la capitale n'ont nulle envie de les voir revenir et piller à nouveau les ressources de l'État fédéral.

Les grandes puissances, et en premier lieu les USA, menacent maintenant l'Éthiopie de sanctions si un cessez-le-feu n'intervient pas. Leurs dirigeants se moquent pourtant bien de la population éthiopienne. Pour eux, le pays est avant tout le lieu où ils peuvent bénéficier de la main-d'œuvre la moins chère d'Afrique pour faire tourner des usines fournissant les grandes marques de prêt-à-porter. Des ouvrières chassées de leurs campagnes pour faire place à des plantations elles aussi aux mains du capital étranger s'y épuisent jour et nuit. Pour que cela continue, il faut une certaine stabilité. Abiy Ahmed l'a



Refugiés érythréens manifestant à Addis Abeba en juillet.

apportée lors de son arrivée au pouvoir en mettant fin à la guerre avec l'Érythrée voisine et en a été remercié par le prix Nobel de la paix. Mais aujourd'hui il compromet les investissements par cette guerre. C'est ce que l'impérialisme lui reproche.

La population pauvre éthiopienne, elle, n'a rien à attendre de bon ni d'Abiy Ahmed, ni des dirigeants tigréens. Tous ont largement prouvé que leur seule ambition était de s'enrichir en servant d'intermédiaire au

capital étranger. Ils n'hésitent pas, pour accaparer le pouvoir, à jeter la population dans une guerre fratricide et sanglante, prélude peut-être à un conflit régional avec l'Érythrée devenue partie prenante du conflit.

Pour la population et les travailleurs d'Éthiopie, toutes régions et ethnies confondues, en finir avec les horreurs de la guerre et de l'exploitation impliquerait de s'unir pour se débarrasser de tous ces dirigeants.

Daniel Mescla

Maroc-Algérie : des tensions entretenues par les deux régimes

Le 1^{er} novembre, trois routiers algériens qui traversaient le Sahara occidental seraient morts victimes d'un bombardement dû à par l'armée marocaine. Cette annonce exacerbe les tensions entre les deux pays autour de la question du Sahara occidental et pour le rôle dirigeant dans la région.

L'escalade s'est ouverte fin 2020 lorsque Donald Trump, alors président des États-Unis, a décidé de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, en échange de la normalisation

des relations entre le Maroc et Israël. Cette annonce a brisé le statu quo et ranimé le conflit au Sahara occidental, cette ex-colonie espagnole annexée en 1975 à 80% par le Maroc. Pour contrôler ce

territoire très étendu, au littoral poissonneux, riche en phosphates et permettant d'accéder par voie terrestre à ses voisins africains, le Maroc a mené la guerre au mouvement indépendantiste sahraoui du Front Polisario, soutenu militairement par l'Algérie. Après quinze ans de conflit, un cessez-le-feu conclu en 1991 sous l'égide de l'ONU entre le Maroc et le Polisario a débouché sur la promesse de l'organisation d'un référendum du peuple sahraoui sur l'autodétermination, une promesse qui ne fut jamais tenue.

Fin août, ces tensions ont conduit l'Algérie à rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc, accusé de complicité avec le MAK, (mouvement autonomiste kabyle) qualifié de terroriste et rendu responsable des incendies qui ont ravagé une partie du pays. Elle annonçait aussitôt la fermeture, fin octobre, du gazoduc alimentant l'Espagne via le Maroc, ce qui privait celui-ci d'un accès au gaz algérien et des redevances prélevées pour son passage.

Les populations des deux

pays paient très cher les tensions entretenues par leurs gouvernements respectifs. Unies par la langue, la culture et de multiples liens familiaux, elles subissent depuis des décennies la fermeture des frontières. Elles le payent économiquement par la course à l'armement à laquelle se livrent les deux pays. Alors qu'elles sont frappées par une crise sociale sans précédent, un chômage de masse, une très forte inflation, des services publics qui se dégradent, une part croissante des richesses est dilapidée dans l'achat d'armes. L'Algérie est le plus gros acheteur d'armement en Afrique, avec 9,7 milliards de dollars en 2020. Quant au Maroc, ses dépenses d'armement ont augmenté de plus de 30% en 2020 par rapport à 2019. Les deux pays totaliseraient plus de 60% des achats d'armes en Afrique!

En Algérie, cette escalade et le climat sécuritaire qui l'accompagne permettent au pouvoir de faire taire les contestations. Au nom de l'unité nationale, le régime, qui a subi un mouvement de

contestations inédit, en profite pour poursuivre les arrestations d'opposants. Le président Abdelmadjid Tebboune, qui cherche à renforcer sa légitimité, s'en prend aux alliés du Maroc, la France, les États-Unis et Israël, pour se poser comme cible d'une potentielle menace. Il espère ainsi gagner des appuis dans l'opinion populaire en flattant les sentiments anti-impérialistes existants, nourris par le chaos que provoquent les interventions en Libye, en Syrie et au Sahel. Il veut aussi se présenter comme le défenseur du droit des peuples à l'autodétermination pour son soutien verbal aux peuples palestinien et sahraoui.

Pour les peuples de la région, lutter contre l'emprise de l'impérialisme passe au contraire par le combat commun contre leurs propres dirigeants. À une politique nationaliste qui tend à jeter les peuples les uns contre les autres, doit s'opposer l'internationalisme des travailleurs.

Leïla Wahda



Une famille se salue à travers la frontière fermée près d'Oujda au Maroc.

Moderna : les vaccins, ça rapporte

Le PDG du laboratoire pharmaceutique Moderna, le français Stéphane Bancel, a reçu le prix du « Stratège de l'année » décerné par le journal *Les Échos* et parrainé par son propriétaire, le milliardaire Bernard Arnault.

SHUTTERSTOCK



Bancel, qui s'est enrichi de façon fulgurante en vendant très cher son vaccin en pleine épidémie mondiale de coronavirus, méritait bien la reconnaissance des siens. Créée en 2011, sa société était au départ une start-up misant sur une nouvelle technologie révolutionnaire, celle de l'ARN messager. Cette technologie avait été développée pendant des dizaines d'années dans des laboratoires de recherche publics aux États-Unis et

ailleurs. Mais Moderna a su s'approprier les découvertes en déposant les brevets qu'il fallait.

Avant l'épidémie de Covid-19, le PDG de Moderna avait aussi su « vendre du rêve [de profits] aux investisseurs » comme le dit le journal qui lui a décerné son prix. Mais, pendant dix ans, l'entreprise n'avait commercialisé aucun médicament. La valeur de son action en Bourse était avant tout le résultat de la spéculation dans ce secteur.

Quand le coronavirus est arrivé, Donald Trump, pour aider les trusts pharmaceutiques américains à prendre de vitesse leurs concurrents dans la mise au point d'un

vaccin, a mis en place une structure étatique chargée de distribuer près de 10 milliards de dollars d'aides publiques. Pour récupérer ces aides, Moderna, qui n'était pas le plus gros laboratoire, loin de là, avait un atout dans sa manche : le responsable de la structure était un ancien dirigeant de Moderna, toujours actionnaire et très lié à Bancel.

Grâce aux subventions et aux précommandes de vaccins par l'État américain, Moderna est alors passé dans la cour des grands. Alors qu'en 2019 son chiffre d'affaires était de 60 millions de dollars, il est passé à 800 millions de dollars en 2020 et devrait être compris

entre 15 et 18 milliards de dollars cette année. Le laboratoire a en effet profité du prix extrêmement élevé de son vaccin, vendu de 15 à 20 euros la dose pour un coût de fabrication d'un euro ou moins. En Bourse, l'action s'est envolée et la capitalisation du laboratoire atteint presque les 100 milliards de dollars.

Dans cette histoire tout est exemplaire : l'accaparement des résultats de la recherche publique, l'ampleur des subventions étatiques, l'engouement spéculatif et les surprofits réalisés grâce aux prix exorbitants des vaccins. Ainsi se font les fortunes.

Pierre Royan

Arrêt des coupures d'EDF : pas de quoi se vanter

Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, s'est attiré une pluie d'éloges en promettant qu'EDF n'imposerait plus de coupures d'électricité aux foyers incapables de payer la totalité de leurs factures.

Elles seront remplacées par une limitation de la puissance maximale utilisable par les appareils électriques.

Renoncer à cette pratique révoltante qui concernerait 200 000 à 300 000 foyers chaque année ne mettra pas l'entreprise sur la paille : les coupures étaient déjà interdites durant les cinq mois de la trêve hivernale, et le PDG n'a pas même caché que limiter la puissance électrique se révélait aussi « efficace » pour contraindre

les personnes touchées à régler leurs impayés. Par ailleurs, cette décision n'empêchera en rien les autres fournisseurs d'électricité, qui représentent 30 % du marché, de continuer à priver de courant les foyers en difficulté.

Le cadeau dont se prévaut le patron d'EDF – dont le salaire s'élève à 450 000 euros annuels – consiste à limiter la puissance électrique fournie à 1 kilovoltampère, ce qui permet de faire fonctionner un réfrigérateur,

de charger un portable ou d'allumer la lumière, mais pas de se chauffer, d'avoir de l'eau chaude, ni même d'allumer une cafetière, un grille-pain ou un fer à repasser. Certains médias prétendent que cela peut permettre de préparer un repas... mais, en réalité, cela permet tout juste de faire fonctionner un micro-ondes, pas une plaque électrique et en éteignant la lumière.

L'électricité est un produit de première nécessité, au même titre que la nourriture, les vêtements ou le logement. Son accès doit être garanti à tous, de façon à pouvoir vivre dignement.

Sacha Kami

RSI – Gennevilliers : travailleurs sans papiers en lutte

Des travailleurs sans-papiers sont en lutte contre leur agence d'interim RSI, qui leur refuse les moyens d'obtenir leur régularisation. Ils travaillent pour des sous-traitants de grandes entreprises du bâtiment ou des travaux publics comme Vinci, Bouygues et Eiffage.

Certains d'entre eux, installés devant l'agence RSI du boulevard Magenta à Paris, en ont été chassés par la police. Ils sont depuis plus de deux semaines devant l'agence

de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, avec l'appui de militants.

Outre les justificatifs qui leur sont refusés, ils dénoncent les heures non payées, le manque d'équipements de sécurité, les primes dues mais jamais versées. « Dès que tu arrives sur le chantier, le chef, il sait si tu es sans-papiers ou non », disent-ils.

Comme tous les sans-papiers, les travailleurs de RSI doivent être immédiatement régularisés!

Correspondant LO

Saint-Denis : vérité sur la mort de Yanis!

Dimanche 7 novembre une manifestation a rassemblé près de 300 personnes, surtout des habitants du quartier de La Plaine Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, à l'appel du comité « Vérité et justice pour Yanis! ».

C'est le 14 avril, vers 23 h 30, que ce jeune du quartier, à scooter, a été violemment percuté suite à une course poursuite avec la police. Il est décédé 49 jours plus tard. Selon la police il avait grillé deux feux rouges. La famille ne veut pas se contenter de cette version, d'autant que de nouvelles violences policières ont eu lieu ensuite et cette fois, des vidéos de particuliers et des témoignages à visage découvert contredisent nettement sa version.

En effet, à la sortie de la veillée funéraire pour la mort de Yanis, le 4 juin à 21 heures, heure du

couvre-feu, la police est intervenue avec lancers de gaz lacrymogènes et tirs de LBD. Elle a claqué une porte d'immeuble sur la main du jeune frère de Yanis en l'écrasant, puis s'est empressée de porter plainte contre ce dernier et six autres participants. Elle a même envoyé une femme enceinte à l'hôpital! Elle a prétexté la présence de voitures mal garées et une émeute des conducteurs, bien qu'une vidéo montre une seule voiture et un conducteur brutalisé par des policiers alors qu'il est au volant, garé.

Aujourd'hui, la famille porte plainte et réclame,

devant la justice, les vidéos de la collision. « Qui a percuté Yanis? », « On veut les vidéos! », « Qui nous protège de la police? », clamaient les slogans et les pancartes de la manifestation : la mère, les frères, les sœurs et un

ami de Yanis, reconnaissants, ont pris la parole : « J'ai besoin de savoir la vérité pour faire mon deuil ». Des proches d'autres victimes décédées lors d'interventions policières ont témoigné du même mépris des

institutions et se sont félicités de la solidarité présente.

La police voudrait agir en toute impunité et les habitants du quartier ont raison de lui demander des comptes.

Correspondant LO



Manifestation à Saint-Denis, le 7 novembre.

Métallurgie : les travailleurs attaqués

Le 25 novembre, les salariés de la métallurgie sont appelés par la fédération CGT à manifester devant le siège des patrons de la branche, l'UIMM.

Les négociations entre les représentants des patrons du secteur et ceux du syndicat CGT de la branche sont censées déboucher prochainement sur une nouvelle convention, applicable début 2024. Pour le patronat, l'objectif affiché est « d'unifier, de moderniser, de simplifier et de sécuriser les normes juridiques de la Métallurgie. La nouvelle convention sera donc un texte unique et commun à l'ensemble du territoire français et à toutes les catégories de salariés (cadres et non cadres) ».

Les grands mots-valises sont lâchés. Il suffit d'ajouter, comme le font des représentants de l'UIMM, que le « dispositif actuel » serait

« particulièrement complexe et source d'insécurité juridique », de regretter des « seuils d'accueil selon le diplôme » et « des progressions automatiques selon l'ancienneté » pour voir se dessiner les attaques programmées par le patronat.

En effet, comme la « modernisation » du Code du travail par les ordonnances Macron, celle des conventions nationale et territoriales de la métallurgie se feront au détriment des salaires et des conditions de travail de 1,3 million de salariés, notamment des 20% de femmes et des 10% d'intérimaires de la branche. Un exemple significatif en est l'intention patronale de supprimer la prime

d'ancienneté, qui peut dans certains cas – comme chez Renault – ajouter au salaire mensuel 200 ou 300 euros, en la compensant de façon dégressive et en privant les futurs embauchés. Sont également à l'ordre du jour la remise en cause d'autres primes, la baisse du paiement des heures supplémentaires, la compensation des jours de carence en cas d'arrêt maladie, etc.

Les maîtres mots des patrons étant « individualisation » et « flexibilisation », le détricotage des quelques barrières qui tempèrent encore la rapacité de ceux qui ne jurent que par plus de profits pour plus de dividendes est bien entamé. Pour s'y opposer, les rencontres autour d'un tapis vert ne seront d'aucune efficacité. La journée du



Métallurgistes à Paris en octobre 2017.

25 octobre est une occasion de se préparer aux luttes qui seront nécessaires pour s'opposer aux attaques

patronales, et cela pas seulement dans la métallurgie ! Il faut la saisir.

Viviane Lafont

Port de Calais : gabegie capitaliste

Il y a deux mois, l'inauguration officielle du nouveau port de Calais, destiné aux navires assurant la liaison entre la ville et Douvres, était célébrée lors d'une fête organisée par la municipalité comme l'accomplissement du plus grand chantier européen.



VOIX DU NORD

Deux mois plus tard, sa première mise en service commerciale du jour était annoncée avec tambours et trompettes. Et puis patatra ! Voilà que, dès la première nuit, les travailleurs de la compagnie de ferries P&O ont usé de leur droit de retrait pour « danger

grave et imminent ». En effet, les aubettes d'enregistrement ne répondent pas aux normes de sécurité : la porte de l'aubette peut rester bloquée quand il y a des bouchons de camions et, en cas de problème, d'incendie par exemple, le salarié sera coincé à l'intérieur.

Comme les vastes aires de stockage de camions qui existaient précédemment ont été supprimées, cet arrêt a entraîné des embouteillages monstres sur l'autoroute et les routes nationales de la région.

De plus, une série de dysfonctionnements apparaissent depuis deux semaines, que la CGT du port a dénoncés : « Les passerelles tombent en panne, il y a des problèmes techniques de partout. Les conditions météo, avec un vent de nord, n'aident pas. Les bateaux ont de grandes difficultés pour atteindre leurs postes. »

Ces erreurs grossières et ces multiples malfaçons ne sont pas une surprise pour les travailleurs du port, qui en avaient dénoncé un certain nombre avant même sa mise en

service. Ils avaient aussi dénoncé le manque d'effectifs, qui aggrave forcément les conditions de travail. La direction campant sur sa proposition dérisoire de n'embaucher en plus que 17 CDD de trois mois, le service de sécurité a mis sa menace de grève à exécution le mardi 9 novembre.

Les problèmes ont été tels que les trois compagnies de ferries, qui opèrent sur le détroit, DFDS, P&O et Irish Ferries, ont décidé de se rabattre sur les anciennes passerelles et de ne pas utiliser le nouveau port. Pour chacune des compagnies maritimes rivales, c'était un beau cadeau permettant d'augmenter le cadencement et la fluidité de son trafic transmanche, source d'énormes profits, avec la perspective de les accroître

encore. Pour l'instant, ce cadeau leur file sous le nez. Cet aménagement portuaire, propriété de la région, a coûté 863 millions d'euros, financés en grande partie par l'argent public. Une structure a spécialement été créée pour assurer sa conception, sa réalisation et son entretien. Mais ce sont les grands groupes du BTP, comme Bouygues, Colas, Spie-Batignolles, qui touchent le jackpot dans le cadre d'un partenariat public-privé, qui signifie en réalité : la collectivité paie et les patrons encaissent.

« Mon profit immédiat d'abord », telle est la motivation des grands patrons. Le fonctionnement rationnel du port passe après... quitte à ce que cela se retourne contre eux.

Correspondant LO

Nucléaire : des incidents de sécurité dissimulés

Un cadre d'EDF, ancien membre de la direction de la centrale nucléaire de Tricastin, dans la Drôme, a porté plainte contre EDF pour dénoncer des incidents liés à la sécurité qui auraient été systématiquement dissimulés ou minimisés par la direction de la centrale.

Ce cadre était devenu membre de la direction de la centrale de Tricastin fin 2016, alors que, mise en service en 1980, elle devait

subir une visite afin de décider si sa durée de vie pouvait être prolongée au-delà de sa quarantième année.

La direction aurait donc essayé, d'après le témoignage de ce cadre, de dissimuler ou de minimiser plusieurs incidents auprès de l'ASN (l'Autorité de sûreté nucléaire).

Une inondation atteignant par endroit dix centimètres pendant plus de 24 heures, avec un prélèvement radioactif, aurait

été signalée comme « de simples écoulements immédiatement arrêtés ».

Un réacteur, qui aurait fonctionné au-delà de la puissance autorisée pendant 45 minutes, alors que le maximum de surpuissance autorisée est de six minutes, n'a été signalé que quinze jours plus tard, alors qu'il aurait dû l'être dans les 48 heures.

Comme dans de nombreuses entreprises, la direction aurait fait pression

sur les salariés pour qu'ils ne déclarent pas les accidents de travail avec arrêt, car leur fréquence est prise en compte dans le classement des centrales.

En mai 2020, le président de l'ASN s'inquiétait « d'un recul de la rigueur dans l'exploitation des centrales », constatant par exemple que les consignes en cas d'incendie contenaient des erreurs ou étaient inapplicables.

Mais cette affaire montre que l'ASN n'obtient

que les informations que les directions des centrales et d'EDF veulent bien lui donner. C'est l'ensemble des travailleurs du nucléaire, qui risquent eux-mêmes leur santé et leur vie en cas de problème de sécurité, qui devraient pouvoir tout contrôler, et rendre publics les dysfonctionnements qu'ils constatent, sans pouvoir être sanctionnés par leur direction.

Hélène Comte

Stellantis – PSA : à Poissy, les grévistes ont fait reculer Veolia

Pour aligner les horaires des quarante ouvriers employés en sous-traitance par Veolia STLI sur les horaires imposés par PSA, leur direction avait annoncé en septembre un rallongement de 23 minutes du temps de présence à l'usine. Cela n'est pas passé.

Ces ouvriers, chargés d'évacuer les contenants vides, les emballages, ont des payes très basses et ont du travail par-dessus la tête. Ces 23 minutes supplémentaires ont déclenché la colère et entre mercredi 3 novembre et lundi 8 novembre, trente d'entre eux ont fait grève pour exiger leur paiement.

Immédiatement, les allées de l'atelier du Montage de PSA Poissy se sont retrouvées encombrées par les caisses, palettes et autres grillagés

vides avec obligation de slalom pour les caristes, voire blocage complet de la circulation. À ce bazar, les grévistes ont rajouté une bonne ambiance en défilant dans les ateliers avec slogans et applaudissements des ouvriers des chaînes de Montage.

La grève est apparue encore plus renforcée après le week-end quand les grévistes des trois équipes se sont retrouvés ensemble aux portes de l'usine pour distribuer un

tract et faire une collecte de soutien à la grève, qui a remporté un beau succès.

Cette détermination et le soutien marqué des autres travailleurs du site ont contribué à faire reculer la direction de Veolia. Le lundi 8 novembre après-midi, après avoir affirmé les jours précédents qu'elle n'avait pas d'argent, elle a proposé de payer une partie du temps de présence en plus, une prime de 100 euros et de rembourser les retraits sur salaires des mois de septembre et octobre des travailleurs qui étaient restés sur leurs horaires habituels.

Les grévistes sont très fiers d'avoir fait reculer leur

direction qui se disait pourtant inflexible. À la reprise du travail, les chefs ont voulu faire rattraper le retard dû à la grève. Ils se sont vu répondre par les grévistes qu'ils n'avaient qu'à embaucher car il n'était pas question d'aller plus vite que d'habitude. Ceux-ci sont

bien sûr conscients de ne pas avoir obtenu la totalité de ce qu'ils exigeaient. Mais ils ont gagné quelque chose de très précieux pour l'avenir : des contacts, des liens avec d'autres ouvriers de l'usine, et une expérience de lutte collective.

Correspondant LO



À Vesoul, les travailleurs ne se laissent pas diviser

Cela fait des mois que la direction de Stellantis – PSA fait appel à du personnel d'autres sites du groupe. Aujourd'hui ils sont une centaine à venir à Vesoul de Mulhouse et Sochaux, pendant qu'elle licencie des intérimaires.

Fin octobre la direction déclarait, dans les briefings de début de poste, qu'il manquait 300 à 350 personnes sur le site et qu'elle allait faire venir en renfort 200 travailleurs des sites Fiat de Melfi et Pomigliano, dans le sud de l'Italie, actuellement en chômage chronique.

Ces usines, qui produisent la Fiat 500X et la Fiat Panda, sont quasiment à l'arrêt faute de semi-conducteurs. La direction Stellantis fait le choix de favoriser les véhicules haut de gamme à

forte valeur ajoutée. En Italie, elle prévoit aussi de supprimer 12 000 emplois sur les 66 000 de Fiat intégrés au groupe Stellantis.

En guise de renfort, la direction a licencié, sans délai de prévenance, le nombre d'intérimaires correspondant. À l'annonce des licenciements, les jeudi 28 et vendredi 29 octobre, plusieurs dizaines d'entre eux ont débrayé pour protester, réclamer des missions plus longues et du respect. Ces débrayages ont eu le soutien

non seulement des intérimaires, mais de travailleurs en CDI et même d'une partie de la hiérarchie. La direction a pu mesurer la colère accumulée dans les ateliers.

Ces débrayages ont redonné le moral à bien des travailleurs et n'ont pas du tout été dirigés contre la venue des camarades d'Italie. Tout le monde imagine leur perte de salaire alors qu'ils n'ont travaillé que 4 à 5 jours par mois ces derniers temps. Le patron demande aux travailleurs de Melfi et Pomigliano de faire plus de 1300 kilomètres pour gagner leur vie, et bien des travailleurs se demandent si demain ce ne sera pas leur tour. Pour le moment la tentative de la direction de diviser

les travailleurs, hier entre CDI de Vesoul et intérimaires et aujourd'hui entre CDI venus d'Italie et intérimaires, ne marche pas.

La précipitation à licencier les intérimaires a choqué, y compris une partie de la hiérarchie, qui s'est sentie très mal à devoir faire le sale travail d'annoncer les licenciements. D'ailleurs dès le 8 novembre, une centaine d'intérimaires, y compris des grévistes, étaient rappelés aux magasins avec des contrats jusqu'à la fin du mois, le temps que la direction puisse faire traduire en italien la voix qui donne les ordres des commandes ! Les travailleurs venus d'Italie sont bien accueillis, des

intérimaires grévistes ont témoigné dans la presse qu'ils n'avaient rien contre eux, dénonçant le mépris de la direction, non seulement vis-à-vis des intérimaires mais aussi de leurs camarades transalpins, qu'elle n'est même pas capable de loger décemment. Ce sont les travailleurs de Vesoul et des habitants qui les aident à trouver des logements.

Un tract CGT en italien sera distribué, mais beaucoup se débrouillent déjà pour communiquer via des applications de traduction, y compris pour pouvoir lire le bulletin Lutte ouvrière qui est collectivement commenté.

Correspondant LO

PPG – Bezons : contre la fermeture !

Lundi 8 novembre, alors qu'une audience se tenait au sujet de la fermeture de l'usine PPG de Bezons, dans le Val-d'Oise, qui fabrique des mastics pour l'aéronautique et l'automobile, plus d'une cinquantaine de travailleurs ont manifesté devant le tribunal administratif de Pontoise.

Ces travailleurs accompagnaient leur avocat pour contester la décision de la Direction régionale de l'industrie, de l'économie, de l'emploi et du travail, qui a accepté d'homologuer le mal nommé plan de sauvegarde de l'emploi présenté par la direction de PPG. Jusqu'à maintenant les refus d'homologation ainsi que les mobilisations des travailleurs avaient contraint la direction à repousser de plusieurs mois ses projets de fermeture. Mais cette fois, le juge

n'a pas retenu le caractère urgent de la situation, ignorant l'échéance prochaine de fermeture à la fin de l'année. Cela n'a pas surpris ni découragé.

La direction espérait sans doute en profiter en annonçant qu'elle revenait sur le versement d'une prime qu'elle avait dû concéder pendant la grève. Une cinquantaine de travailleurs ont aussitôt envahi ses locaux pour lui signifier leur colère, et elle a vite fait machine arrière et annoncé le



versement de cette prime.

Alors que le président multiplie les déclarations sur l'importance du travail pour relever le pays, l'antenne régionale du gouvernement ne juge même pas utile de s'opposer à la fermeture et aux licenciements.

Le groupe PPG qui annonce plus de 1,5 milliard de bénéfice pour les six premiers mois de l'année 2021,

a largement profité des aides de l'État pour la recherche et l'emploi, de quoi maintenir le salaire et les postes des 208 salariés de Bezons.

Pour continuer à dénoncer ce scandale, les travailleurs de PPG appellent tous les travailleurs confrontés aux attaques patronales à manifester, aux côtés de délégations d'autres entreprises, pour réclamer avec

eux l'interdiction des licenciements. Tant que leur usine n'est pas fermée, les travailleurs de PPG sont bien décidés à se faire entendre, convaincus que leur combat est celui de bien d'autres.

La manifestation aura lieu samedi 27 novembre à 14 heures à Paris, au Métro Bercy.

Correspondant LO

Carrefour – Aulnay-sous-Bois : une attaque qui ne passe pas

Samedi 13 novembre, une journée de grève était appelée dans les magasins Carrefour par les syndicats CFDT et CGT. Une centaine de travailleuses et de travailleurs se sont retrouvés à l'entrée de l'hypermarché Carrefour d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis.

Ils dénoncent le projet de la direction des hypermarchés Carrefour de céder une quinzaine d'établissements en location-gérance, dont celui d'Aulnay-sous-Bois. Cela ne changera rien pour les actionnaires, qui

continueront à empocher les dividendes. En revanche, cela signifierait, pour les travailleurs, une perte de salaire, avec la disparition des 13^e et 14^e mois, de la prime d'ancienneté et de la prime de vacances. « Mon

revenu annuel va tomber au niveau du smic » constatait une employée.

Les travailleurs en grève sont restés mobilisés toute la journée. Ils ont organisé un cortège dans le magasin, où seules deux ou trois caisses restaient ouvertes, tandis que les clients se faisaient rares. Des manutentionnaires témoignaient de conditions de travail difficiles, dans le froid et les courants d'air de la réserve. Une autre employée

revenait sur les conditions de travail durant le premier confinement, et certains rappelaient avec émotion le décès de leur camarade Aïcha, qui travaillait depuis 30 ans au Carrefour de Saint-Denis, décédée à l'âge de 52 ans, emportée par le Covid-19. Une autre rappelait le décès d'Alain Siekappen Kemayou, travailleur de la société de sécurité Samsic, chargée de la sécurité dans la galerie marchande d'Aulnay, lui

aussi décédé du Covid-19 à 49 ans. « C'est ainsi que les patrons de Carrefour nous remercient »!

Les grévistes, qui vivent pour certains leur premier mouvement, ont conscience qu'ils ont à faire à forte partie. Après s'être ainsi retrouvés nombreux, ils pourraient bien montrer à la direction de Carrefour qu'ils n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

La Roche-sur-Yon : les territoriaux en grève

Depuis plusieurs mois, les agents territoriaux de la ville, de l'agglomération et du CCAS de La Roche-sur-Yon, sont mobilisés contre l'application de la loi imposant le passage aux 1 607 heures annuelles.

Déjà, l'ambiance était donnée quand, lors d'un conseil municipal, l'adjointe aux finances avait déclaré qu'il fallait poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement, notamment sur la masse salariale. En langage clair, c'était une

menace sur 100 emplois en équivalent temps plein.

Le maire, président de l'agglomération, ex-LR Macron-compatible, souhaite l'application stricte de la loi avec un passage aux 1 607 heures annuelles, soit 60 heures de travail de plus

par an, sans augmentation de salaire, la suppression de six jours de congé et de six jours de RTT. Pour les agents du service des Sports, c'est la suppression du dimanche travaillé payé double et compensé par une journée de récupération, soit pour certains jusqu'à 200 heures de travail supplémentaires par an, sans augmentation de salaire.

Avec cette mesure, la mairie et l'agglomération économisent l'équivalent de 63 agents à temps plein. En compensation, le maire propose une participation sur les cotisations de prévoyance et la mise en place de tickets repas. Ce sont des mesurette, quand on sait que la compensation proposée est établie en pourcentage du traitement. Elle est donc forcément plus favorable aux salaires les plus élevés, alors que la ville de

La Roche compte 76,07 % d'agents de la catégorie la plus basse, la catégorie C, et que seulement sept tickets repas par mois sont proposés, à 5 euros l'unité et financés à 50% par les agents. Le directeur général des services, venu expliquer ces compensations devant un piquet de grève, mardi 9 novembre, a été copieusement hué, à juste titre.

Devant cette attitude, les agents sont montés plusieurs fois au créneau au cours du deuxième trimestre 2021, avec l'appui de la CGT et de SUD, la CFDT et FO se rangeant du côté du maire. Une pétition signée par 41% du personnel a été remise le 15 juin. Enfin, le 5 octobre, lors de la journée de mobilisation interprofessionnelle, un cortège d'environ 150 agents a participé de façon dynamique à la manifestation, derrière une

banderole.

La mobilisation est montée d'un cran les 8, 9 et 10 novembre. Pendant ces trois journées de grève et de mobilisation, le centre technique municipal a été bloqué, plusieurs services ont fonctionné au ralenti et, le 10 novembre, la médiathèque du centre-ville est restée fermée. Les agents ne se contentent pas de protester contre les modalités de passage aux 1 607 heures : ils réclament aussi une augmentation de salaire de 100 euros net par mois. Pour le moment le maire se retranche derrière la loi pour ne rien céder.

La mobilisation devrait se poursuivre, le préavis de grève, initialement prévu jusqu'au 14 novembre, a été prolongé au 23 novembre et de nouvelles actions sont déjà programmées.

Correspondant LO



Médiathèque – Flers : vaccinés contre les sanctions

Les salariés de la médiathèque de Flers, dans l'Orne, se sont à nouveau mobilisés mercredi 10 novembre, contre le passe sanitaire et la suspension d'un des leurs pour cause de non-présentation.

C'est la troisième fois en quelques semaines que les bibliothécaires et leurs collègues des Archives et du Conservatoire font grève et manifestent avec une banderole devant l'entrée de la médiathèque. Ils protestent contre l'obligation du passe sanitaire pour les enfants à partir de douze ans à l'intérieur de la médiathèque, dénoncent la remise en cause du libre accès aux lieux de culture et refusent, qu'en plus de leur mission, on leur demande de faire les

vigiles et les contrôleurs. Ils contestent aussi le fait que, comme dans les hôpitaux, certains d'entre eux soient privés de leur emploi, sous prétexte qu'ils ne sont pas vaccinés.

Après des menaces orales et écrites, un des travailleurs non vaccinés vient d'être suspendu, alors qu'il a travaillé au centre de vaccination. C'est inacceptable et surtout inadmissible.

Correspondant LO

Decathlon : transformer l'essai

Dans différentes villes de France, les travailleurs de Decathlon se sont mis en grève vendredi 12 novembre pour réclamer des augmentations de salaire.

À Cormontreuil, près de Reims, lors de cette deuxième journée de mobilisation, ils étaient deux fois plus nombreux que le 16 octobre pour faire entendre leur revendication : « Quand tous les prix augmentent, les salaires doivent suivre ! »

À Augny, en Moselle, une partie des salariés du magasin ont débrayé sur la même revendication. Comme l'affichait une militante syndicale, « Ce n'est pas parce que j'ai un gilet bleu que je dois avoir le salaire d'une Schtroumpf. »

Decathlon fait partie du groupe Mulliez, (Auchan, Leroy-Merlin, Boulanger,

etc.), autrement dit riche à milliards, tandis que les salaires sont au ras des pâquerettes. En 2020, malgré la crise sanitaire, Decathlon a dégagé 550 millions de bénéfices et les actionnaires ont empoché 300 millions

de dividendes.

Pour les employés, il n'est pas question d'accepter que les salaires restent bloqués. Obliger à prendre sur les profits pour assurer l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix, pourrait être sportif, mais les travailleurs sont bien décidés à transformer l'essai.

Correspondant LO



Grévistes à Neuville-en-Ferrain, dans le Nord.

Aéroport de Roissy : mobilisation dans la sûreté

Mardi 16 novembre, l'ensemble des salariés de la sûreté aéroportuaire du pays étaient appelés à un mouvement de grève pour défendre leur 13^e mois (appelée « prime Pasa »).

Depuis le début de la pandémie, ils ont fait partie des travailleurs en première ligne, ceux qui ont continué à travailler malgré tout, sans que les patrons du secteur ne prennent de précautions particulières. Ce sont ceux qui filtrent les passagers, contrôlent leurs bagages ou les accès. Ils sont donc au contact de voyageurs du monde entier, y compris des régions à risque et en ont payé le prix,

avec plusieurs décès.

Leurs conditions de travail sont difficiles : il faut être là tous les jours, dimanche et fêtes, avec des journées qui commencent dès 5h. Et même après des heures devant écran, ou après s'être baissé 10 fois, 100 fois par jour pour fouiller les passagers, il faut être vigilant, ne rien laisser passer. Le tout en gardant le sourire bien sûr, même devant des passagers énervés à cause

des queues et des retards. Sourire obligé, on est sous l'œil constant des caméras, de chefs ou de contrôleurs divers qui cherchent à vous prendre en faute. Et tout cela pour des payes à peine supérieures au smic, dans des entreprises sous-traitantes, sans salle de repos ni vestiaires corrects dans un aéroport qui brille de partout, mangeant des McDo ou apportant son tupperware faute de cantine.

Le ralentissement des voyages a entraîné le licenciement des intérimaires ou CDD. Des périodes de chômage partiel ont fait baisser les payes sans rien coûter aux employeurs, puisque c'était l'État qui payait. Et aujourd'hui que l'activité repart, les patrons du secteur voudraient baisser ou supprimer leur 13^e mois ? Pas question ! La colère est grande et la grève a été très suivie, avec des manifestations nombreuses, plus de 500 à Roissy, moins de 100 à Toulouse, etc.

Le mouvement doit se poursuivre. C'est la seule voie.

Correspondant LO



Autocars Planche – région lyonnaise : contre les bas salaires

Lundi 15 novembre, les conducteurs des Transports Planche, filiale de Keolis, ont démarré une grève sur la région lyonnaise. Au dépôt de Craponne, plus de la moitié ont cessé le travail.

Payés tout juste au smic, ils en ont assez de salaires qui ne leur permettent pas de vivre : pour treize ans d'entreprise, une conductrice ne touche que 1200 euros net et ce ne sont pas les primes, bien maigres, qui risquent de mettre du beurre dans les épinards ! Beaucoup de travailleurs sont à temps partiel. Tous sont constamment dans le

rouge et ont le sentiment que de tels salaires ne sont que le signe du mépris du patron.

Les journées à rallonge : 12 heures, voire 13 heures d'amplitude, et des coupures non payées, parfois loin de chez soi. Outre leur tâche de conducteur, ils doivent en assurer de multiples autres : nettoyer le car, faire les pleins, etc. Ils sont révoltés

d'être aussi mal traités alors qu'ils ont de lourdes responsabilités, des risques d'accidents et d'insécurité. Et ce n'est pas une mince affaire de circuler en ville au volant d'un 19 tonnes de 13 mètres de long !

Les conducteurs ont reçu des marques de sympathie de gens venus les encourager et d'automobilistes qui les saluaient à coups de klaxon. Ils sont déterminés à poursuivre leur grève.

Correspondant LO

TER d'Alsace : une journée réussie

Mardi 9 novembre, les cheminots du TER d'Alsace étaient appelés à la grève contre le sous-effectif et les cadences qui s'accroissent.

Sur Strasbourg, 80 % des conducteurs étaient en grève, 70 % des contrôleurs, et la majorité des agents d'escale de la gare.

Une assemblée générale a réuni une centaine de cheminots, où les témoignages sur la dégradation des conditions de travail ont été nombreux. Le directeur d'établissement, venu

sans y avoir été invité, a été sommé de s'expliquer devant les grévistes. Il a eu bien du mal à répondre aux questions qui lui ont été posées, et ses explications n'ont convaincu personne. Quand plusieurs cheminots lui ont fait part de la surcharge de travail liée à la baisse des effectifs, il a répondu que l'entreprise

s'était engagée dans une « campagne d'embauches sans précédent ». Cela a eu le don d'énervier les grévistes : au contrôle, par exemple, il manque 30 postes, et le peu d'embauches que la direction consent à faire sont en CDD.

Cette journée, qui a réuni conducteurs, contrôleurs et agents d'escale, a été un succès, c'est un exemple à suivre.

Correspondant LO

TaM Montpellier : la grève du 12 novembre

À l'appel de FO, syndicat majoritaire chez les 680 conducteurs de bus et de tramways sur les 1 150 salariés du réseau de transport de Montpellier, aucun bus ni tram n'a circulé vendredi 12 novembre.



La manifestation du 12 novembre à Montpellier

Une bonne centaine de grévistes ont manifesté dans le centre de Montpellier pour réclamer des augmentations de salaire. Celle de 1,37% du point d'indice et une prime complémentaire individualisée proposées par la direction sont loin de faire le compte, vu l'augmentation des prix. Les grévistes réclament aussi des embauches, au moins huit temps plein, pour faire face à l'affluence. Les trams sont surchargés aux heures de pointe, les

retards s'accumulent sur la ligne 4 ainsi que sur des lignes de bus desservant les quartiers populaires.

C'est une grève inédite, l'arrêt total des transports n'avait jamais eu lieu depuis la création de la TaM en 1978. Face à l'augmentation du coût de la vie, il faut des hausses de salaires et leur indexation sur les prix. Et face à l'augmentation de la charge de travail, il faut embaucher.

Correspondant LO

Grenoble : un mouvement massivement suivi

Vendredi 12 et samedi 13 novembre, aucun tram et quasiment aucun bus n'ont circulé dans l'agglomération de Grenoble sur le réseau de la Sémitag, la société d'économie mixte à laquelle Transdev et d'autres sociétés appartiennent. Il s'agit de la grève la plus suivie depuis dix ans. D'autres journées sont d'ores et déjà programmées si les travailleurs n'obtiennent pas satisfaction.

En cause, les salaires dont

les travailleurs réclament l'indexation sur la hausse des prix, et la dégradation des conditions de travail, notamment la remise en cause des temps, dont jusqu'à la rentrée les agents disposaient entre deux rotations.

Cette démonstration montre le mécontentement mais aussi la force que les travailleurs peuvent avoir lorsqu'ils se mettent en grève.

Correspondant LO

Loiret : chauffeurs en lutte

Lundi 8 novembre, les travailleurs des entreprises de transport de Transdev Loiret, des cars Dunois, de la RATP Dev et de TAO-Keolis étaient en grève tous en même temps pour la première fois.

Ils travaillent pour le compte de la région Centre-Val de Loire, qui gère les transports interurbains départementaux, ou de Keolis, une filiale de la SNCF qui gère ceux de l'agglomération d'Orléans. Ils dénoncent tous des conditions de travail et un matériel qui se dégradent, des salaires insuffisants qui commencent au smic et n'augmentent pas assez, des primes supprimées et des amplitudes de travail pouvant dépasser les 13 heures.

Lundi 8 novembre, 80 chauffeurs de Transdev étaient en grève sur les 200 que compte la région, et ils étaient environ 150 des différentes entreprises à défil

dans les rues d'Orléans, venus pour certains de Montargis et de Gien et soutenus par leurs syndicats. Dans ce cortège dynamique, une pancarte revendiquait « augmentez nos salaires ! », et les manifestants scandaient « 400 euros d'augmentation tout de suite ! » Dans les discussions, des grévistes dénonçaient à la fois les hausses de prix et la région qui est le client et le patron, et plusieurs défendaient l'idée qu'il faudrait s'y mettre dans toutes les entreprises. En attendant, les salariés de chez Transdev se sont donné rendez-vous pour décider dans les prochains jours de la suite de leur mouvement.

Correspondant LO

SNCF : une grève pour les salaires

Mercredi 17 novembre, jour d'ouverture des négociations annuelles, les cheminots étaient appelés par les différents syndicats à la grève pour réclamer des hausses de salaires immédiates.

En effet, depuis sept ans, la SNCF impose le gel des salaires. Rien que depuis 2014, d'après la CGT, le retard des salaires, même sur l'indice officiel de l'inflation, se traduit par une perte de pouvoir d'achat d'environ 200 euros chaque mois. Ce sont donc des milliers d'euros que la direction doit à chaque cheminot.

Mais, outre le retard des salaires sur le coût de la vie, le salaire versé à la fin du mois baisse carrément pour un nombre croissant de cheminots. En effet, une partie importante de leur rémunération est constituée d'heures de nuit, de week-end, de jour férié, d'astreinte, de découché et bien d'autres dispositifs liés à la pénibilité du travail ou des horaires extrêmes. Mais justement, dans nombre de secteurs, la direction réorganise le travail et les roulements en tentant au passage de supprimer, non seulement des effectifs, mais aussi bon nombre de primes. C'est ainsi qu'un plan de réorganisation du commercial en Île-de-France se traduirait, entre autres, par une baisse importante de la rémunération pour les agents en gare.

Après un rassemblement

réussi le 2 novembre à Paris-Nord, un appel à la grève de l'ensemble des agents des gares Transilien est lancé pour le 1^{er} décembre. Dans plusieurs régions, depuis le début novembre, les conducteurs, mais aussi les contrôleurs et des agents en gare, se sont mobilisés sur la question des salaires, en plus de celle des effectifs et des conditions de travail. Et à l'échelon local, des cheminots se réunissent pour discuter salaire. Ainsi, dans un secteur des ateliers TGV de Châtillon, 40 cheminots se sont réunis le 16 novembre pour mettre au point leurs revendications salariales. Dans ce centre de maintenance, la direction indique aux nouveaux embauchés qui n'ont droit qu'au smic pour travailler dans des fosses, la graisse et le cambouis : « Si vous voulez gagner plus, faites du 3x8 ! »

Farandou, le PDG de la SNCF, au salaire annuel de 450 000 euros, a osé prétendre que le salaire moyen des cheminots est de 3 200 euros, dans une énième tentative de les faire passer pour des privilégiés. Il a surtout réussi à susciter leur indignation alors que bien souvent ils n'en gagnent

que la moitié.

La journée du 17 novembre a été préparée de façon très diverse et souvent dispersée. Mais elle a le mérite d'avoir posé à l'échelle de la SNCF la question des salaires. Le mécontentement sur cette question, comme sur le manque criant d'effectifs, devra déboucher sur un mouvement d'ensemble.

Christian Bernac



Assemblée générale à l'atelier TGV de Châtillon, le 16 novembre.

Nor'Pain - Val-de-Saône: en grève pour de meilleurs salaires

Dimanche 7 novembre, à l'usine de Nor'Pain, à Val-de-Saône, en Seine-Maritime, l'ensemble des 300 salariés se sont mis en grève et ont arrêté l'usine.

Avec les faibles salaires, le manque de respect pour les ouvrières et les ouvriers, la coupe était pleine. Ils réclament une augmentation de 200 euros brut et

des embauches.

La direction de l'usine n'a même pas voulu discuter. Les travailleurs se sont donc installés dans la grève, avec leurs piquets.

Comme premier recul, la direction générale a accepté de rencontrer les syndicats. Au dixième jour de grève, le résultat était dérisoire avec une proposition

de la direction de 60 euros d'augmentation par mois.

Les ouvriers tiennent bon. Ils ont manifesté dans le village, soutenus par les habitants de toute la région. La lutte continue et elle donnera peut-être des idées aux 5 700 salariés du groupe Norac, propriétaire de l'usine.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

COP 26 : la planète aux mains de fous dangereux

ADOBIESTOCK



Alors que les scientifiques ont démontré depuis longtemps sur quelle pente dangereuse entraîne le changement climatique, alors que, de fait, la catastrophe a déjà commencé, la COP 26 s'est séparée le 13 novembre sur des vœux pieux.

Ces vœux ont bien été mouillés des larmes du président de la conférence lorsqu'il fallut transformer dans la déclaration finale le mot « fin » en « limitation » de l'utilisation du charbon. Mais, de toute façon, les grandes industries qui extraient ou utilisent ce combustible, les banques qui les soutiennent et les États à leur service font ce qu'ils veulent. 26 COP et des milliers de discours n'ont pas empêché les rejets de gaz à effet de serre d'augmenter, les déchets de s'accumuler, la vie et sa diversité de régresser sur cette planète. Les jeunes militants écologistes ont donc bien raison de dire que la COP 26 n'a été que du blablabla. Il ne sert qu'à masquer les affaires des multinationales et la complicité des gouvernements.

La question n'est pas technique, il ne s'agit pas de

choisir telle ou telle source d'énergie, moyen d'emballage ou de valorisation des ordures, elle est politique puisqu'il faudrait organiser autrement toute l'activité humaine. Or la société capitaliste, uniquement guidée par la recherche du profit, est incapable de se corriger elle-même. L'attitude d'un groupe comme Total suffit abondamment à le montrer. Cette entreprise, parfaitement avertie des dégâts écologiques engendrés par l'activité pétrolière et les rejets de gaz à effet de serre, a œuvré soixante-dix ans durant pour les dissimuler au public. Elle a forcé dans toutes les régions du monde, s'appuyant sur les pires dictatures. Le recul de la banquise, conséquence visible du réchauffement climatique, n'a pas incité Total à s'amender mais, au contraire, à aller chercher du gaz dans l'Arctique et

à armer des méthanières brise-glace. De même, la disparition de la faune sauvage n'empêche pas Total de commencer à forer en Afrique centrale, quelles que soient les conséquences sur les populations, la faune et la flore. Le groupe pétrolier a accompli tout cela avec l'accord et le soutien de l'État français, avec pour seul motif que s'il ne l'avait pas fait, ses concurrents l'auraient fait à sa place. Aujourd'hui il continue de même, tout au plus en ayant changé de nom.

On peut raconter la même histoire à propos de tous les groupes capitalistes et de tous les États qui les protègent. Le pillage, la destruction de la nature, le mépris de l'intérêt collectif comme de celui des générations futures accompagnent nécessairement les sociétés basées sur la propriété privée du capital et l'exploitation du travail humain. La catastrophe écologique qui commence est un aspect, le plus médiatisé si ce n'est le plus menaçant, de l'agonie catastrophique du capitalisme, incapable de survivre autrement qu'en détruisant les deux ressources essentielles, la nature et les travailleurs. À moins de croire que la nature se défendra elle-même comme le suggère le film Avatar, le seul espoir réside dans la révolte consciente des prolétaires pour retirer la direction de la société à ces fous dangereux.

Paul Galois

Multinationales : record de dividendes battu

Les plus grandes entreprises mondiales devraient verser, pour l'année 2021, 1 460 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires, un record. C'est plus de quatre fois le budget de la France.

Dans tous les secteurs de l'économie (luxe, pétrole, laboratoires pharmaceutiques, automobile, transport maritime...) les multinationales ont fait des profits considérables. Grâce à l'explosion des prix des matières premières, plus de 54 milliards de dollars de dividendes ont été distribués aux actionnaires des groupes miniers sur le seul troisième trimestre, plus que le montant versé pour toute l'année 2019.

Toutes les grandes multinationales, quel que soit leur secteur d'activité, ont des positions de

quasi-monopole qui leur permettent d'imposer des prix très élevés. Ainsi, elles contraignent les entreprises moins puissantes avec qui elles traitent à rogner sur leurs marges. Les travailleurs en subissent les conséquences directes car dans chaque entreprise le patron leur mène la guerre pour accroître l'exploitation et maintenir ainsi ses bénéfices. Et en bout de course, les travailleurs paient encore car les hausses des prix finissent par se répercuter sur les produits de consommation.

P. R.

La compagnie Jolie Môme présente : La Maladie blanche, de Karel Capek

Dans cette pièce écrite en 1937, l'auteur tchèque Karel Capek imagine qu'une maladie virale très contagieuse et mortelle se répand dans le pays.

À travers cette « maladie », Capek dénonce la

montée des nationalismes et des mesures liberticides, dans une société où le profit est roi et le capitalisme pourrissant bloque le progrès.

Un texte étonnant et pertinent qui fait écho à l'actualité.

Jusqu'au 5 décembre 2021, les vendredis et samedis à 20h 30, les dimanches à 16h.

La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis

Tarifs 20 et 13 euros. Réservations conseillées au 01 49 98 39 20

Election présidentielle 2022



De Roubaix à Dunkerque : "un vote de conscience"

Poursuivant sa tournée à la rencontre des militants et amis de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud était dans le Nord la semaine du 11 novembre. Plusieurs dizaines de sympathisants sont venus débattre, certains ramenant amis et collègues de travail.

Beaucoup ont ainsi témoigné de la dégradation des conditions de travail dans des secteurs aussi variés que l'automobile, la santé ou la vente à distance. Ainsi, à Roubaix, les travailleurs de La Redoute ont calculé que la charge de travail est passée en quelques années de 1 200 colis à traiter par jour à 500 par heure aujourd'hui ! Le tout avec des dizaines de

bras en moins et une augmentation en flèche des arrêts maladie. Les nouvelles machines et l'automatisation n'ont bien évidemment pas servi à soulager les travailleurs, mais au contraire à augmenter les cadences. Une discussion s'est engagée sur les progrès technologiques, qu'un travailleur voyait comme des obstacles à une prise de conscience et un facteur d'isolement

supplémentaire. D'autres voyaient au contraire ce que la technologie pourrait apporter dans une société dirigée par les travailleurs.

La souveraineté nationale, les relocalisations, les traités européens suscitent des discussions et bien des travailleurs s'inquiètent de voir le nationalisme progresser dans la tête de leurs collègues, cherchant des arguments à y opposer. Mais comme l'a souligné Nathalie, « le grand patronat n'a pas de frontières. Ce n'est pas le « made in France » qui le guide, mais le taux de profit qu'il va pouvoir faire. C'est en



À Tourcoing, le 10 novembre

fonction de cela qu'il déplace sa production, ses investissements. Les patrons sont patriotes pour leurs profits. Eh bien, la patrie des travailleurs, c'est leur classe sociale, qui ne connaît pas plus de frontières que les patrons n'en connaissent pour faire du fric sur notre dos. »

« La production et l'écologie sont-elles compatibles ? » a demandé une participante au débat de Lens. Cela a permis de souligner l'incompatibilité de la logique capitaliste avec la préservation des hommes comme de la

planète.

En présentant les objectifs de lutte qu'elle porte dans cette campagne, Nathalie Arthaud a souligné que cela anticipe sur une situation où les travailleurs reprendraient l'offensive : « C'est un vote de conscience auquel nous appelons, un vote pour affirmer que nous devons préparer les combats à venir, affirmer nos objectifs matériels et politiques pour que nos luttes ne débouchent pas sur une impasse. » C'est bien à ces combats qu'il faut se préparer.